

Ministère du Commerce, de
l'Industrie et de l'Artisanat

Secrétariat Général

**Direction Générale des Etudes
et des Statistiques Sectorielles**



BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

Tableau de Bord Statistique du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat 2018



Décembre 2019

**Ministère du Commerce, de
l'Industrie et de l'Artisanat**

Secrétariat Général

**Direction Générale des Etudes
et des Statistiques Sectorielles**



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

Tableau de Bord Statistique 2018

Décembre 2019

AVANT-PROPOS



Le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, dans sa quête de diffusion de l'information, met à la disposition des utilisateurs, le tableau de bord statistique 2018. Cela traduit une fois de plus l'effort constant de mon département à faciliter l'exploitation des données statistiques produites et contenues dans les annuaires statistiques. La production régulière des données statistiques est indispensable pour apprécier les résultats de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) et au besoin, corriger les écarts en vue d'atteindre les objectifs fixés.

Ce document analyse les données contenues dans l'annuaire statistique de son année de référence. Les principaux indicateurs dans les domaines du commerce, de l'industrie et de l'artisanat sur la période 2009-2018 y sont analysés, toute chose qui permet de meilleures prises de décisions de la part des décideurs ainsi que des investisseurs.

La production de cette édition a bénéficié de l'appui du Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS), à qui j'adresse mes remerciements ainsi qu'à tous les acteurs qui y ont contribué. Je les exhorte à maintenir les efforts en vue de la production régulière de ce document non seulement dans les délais requis mais aussi dans la quête permanente de l'amélioration de sa qualité.

Conscient des insuffisances que pourrait comporter ce document, mon département accueillera favorablement les observations, suggestions et compléments afin d'améliorer les productions futures.

Tout en vous souhaitant une bonne lecture, j'ose espérer que ce document contribuera un tant soit peu à la visibilité des actions de développement en matière de commerce, d'industrie et d'artisanat.

A blue ink signature is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat' around the top edge, 'Le Ministre' in the center, and 'Harouna KABORE' and 'Officier de l'Ordre de l'Étalon' at the bottom. The signature is a fluid, cursive script in blue ink.

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	8
Contexte	17
I. MOYENS DU MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT	19
I.1 Moyens humains	19
I.2 Moyens financiers.....	21
II. LES ENTREPRISES	23
II.1 Les entreprises enregistrées aux CEFORE	23
II.2 Les sociétés d'Etat	25
<i>i. Les sociétés commerciales.....</i>	<i>27</i>
<i>ii. Les établissements publics de prévoyance sociale (EPPS)</i>	<i>29</i>
<i>iii. Les entreprises à caractère spécifique</i>	<i>31</i>
<i>iv. Les entreprises industrielles.....</i>	<i>33</i>
<i>v. Maitrise d'ouvrage publique déléguée.....</i>	<i>35</i>
<i>vi. Les entreprises prestataires de services.....</i>	<i>37</i>
III. L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES	39
III.1 Quelques indicateurs économiques sur l'environnement des entreprises.....	39
III.2 Documents d'investissements	41
III.3 Documents de commerce.....	43
IV. LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	45
V. LA QUALITE	47
VI. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES.....	49
VI.1 Les entreprises industrielles enregistrées au répertoire de la Direction Générale du développement Industriel (DGDI)	49
VI.2 L'Indice harmonisé de la production industrielle	51
VII. COMMERCE	53
VII.1 Le commerce extérieur	53
<i>i. Principaux produits exportés</i>	<i>55</i>
<i>ii. Principaux produits importés.....</i>	<i>57</i>
VII.2 Le commerce intérieur	59
<i>i. Prix de détail de produits sur quelques marchés.....</i>	<i>59</i>
<i>ii. Prix de bétail sur quelques marchés</i>	<i>61</i>
<i>iii. Prix des hydrocarbures</i>	<i>63</i>
<i>iv. Indice harmonisé des prix à la consommation</i>	<i>65</i>
<i>v. Commercialisation du bétail</i>	<i>67</i>
VIII. L'ARTISANAT	69
VIII.1 Le Village Artisanal de Ouagadougou	69
Annexes.....	71
Glossaire des termes utilisés.....	71

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABNORM	: Agence Burkinabè de normalisation, de la métrologie et de la qualité
AE	: Autorisation d'exercer le commerce par les étrangers
AGETEER	: Agence d'exécution des travaux eau et équipement rural
AGETIB	: Agence des travaux d'infrastructures du Burkina
APEX-Burkina	: Agence pour la promotion des exportations du Burkina
ASE	: Autorisation spéciale d'exportation
ASI	: Autorisation spéciale d'importation
BCEAO	: Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest
BUMIGEB	: Bureau des mines et de la géologie du Burkina
CARFO	: Caisse autonome de retraite des fonctionnaires
CCI-BF	: Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso
CEFORE	: Centre de formalités des entreprises
CEGECI	: Centre de gestion des cités
CGCE	: Classification par grandes catégories économiques
CIPRES	: Conférence Interafricaine de la prévoyance sociale
CNPI	: Centre national de la propriété industrielle
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
CO	: Certificat d'origine
CPC	: Carte professionnelle de commerçant
CTCI	: Classification type pour le commerce international
DAF	: Direction de l'administration et des finances
DGA	: Direction générale de l'artisanat
DGCRF	: Direction générale du contrôle économique et de la répression des fraudes
DGESE	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGDI	: Direction générale du développement industriel
DGPE	: Direction générale de la promotion de l'entreprise
DGU-CI	: Direction des guichets uniques du commerce et de l'investissement
DPI	: Déclaration préalable d'importation
DRH	: Direction des ressources humaines
FCFA	: Franc des communautés financières d'Afrique
GIE	: Groupement d'intérêt économique
IDH	: Indice de développement humain

INSD	: Institut national de la statistique et de la démographie
IPH	: Indice de pauvreté humaine
LNBTP	: Laboratoire national du bâtiment et des travaux publics
LONAB	: Loterie nationale burkinabè
MEBF	: Maison de l'entreprise du Burkina Faso
MCIA	: Ministère, du commerce, de l'industrie et de l'artisanat
Na	: Non applicable
Nd	: Non disponible
Nda	: Non désigné ailleurs
OAPI	: Organisation africaine de la propriété intellectuelle
ONATEL-SA	: Office national des télécommunications-société anonyme
ONEA	: Office national de l'eau et de l'assainissement
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
RSE	: Répertoire statistique des entreprises
SA	: Société anonyme
SARL	: Société à responsabilité limitée
SCP	: Société civile professionnelle
SEM	: Société d'économie mixte
SEPB	: Société d'exploitation des phosphates du Burkina
SIAO	: Salon international de l'artisanat de Ouagadougou
SOGEO	: Société de gestion de l'abattoir frigorifique de Ouagadougou
SONABEL	: Société nationale d'électricité du Burkina
SONABHY	: Société nationale burkinabè d'hydrocarbures
SONAGESS	: Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire
SONAPOST	: Société nationale des postes
SONATUR	: Société nationale d'aménagement des terrains urbains
SOPAFER-B	: Société de gestion du patrimoine ferroviaire du Burkina
VAO	: Village artisanal de Ouagadougou

Liste des tableaux

Tableau 01 : Evolution du personnel du MCIA selon le sexe	20
Tableau 02 : Evolution des dotations budgétaires du MCIA (en milliards de FCFA)	22
Tableau 03 : Entreprises créées aux CEFOR par centre.....	24
Tableau 04 : Indicateurs globaux des sociétés d'Etat (en milliards de F CFA)	26
Tableau 05 : Quelques données sur les sociétés commerciales (en millions de F CFA)	28
Tableau 06 : Quelques données les établissements publics de prévoyance sociale (en millions de F CFA)	30
Tableau 07 : Quelques données sur les entreprises à caractère spécifique (en millions de F CFA)	32
Tableau 08 : Quelques données sur les entreprises industrielles (en millions de F CFA)	34
Tableau 9 : Quelques données sur les entreprises de MOD (en millions de F CFA)	36
Tableau 10 : Quelques données sur les entreprises prestataires de services (en millions de F CFA).....	38
Tableau 11 : Quelques indicateurs économiques	40
Tableau 12 : Répartition des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou.....	42
Tableau 13 : Documents de commerce délivrés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso	44
Tableau 14 : Demandes de titres adressées à l'OAPI	46
Tableau 15 : Contrôles métrologiques effectués par type d'instruments de mesure	48
Tableau 16 : Contrôles de qualité effectués par type de produits.....	48
Tableau 17 : Analyses de qualité effectuées par type de produits	48
Tableau 18 : Top 5 des entreprises industrielles en termes d'effectifs selon la branche d'activité en 2015.....	50
Tableau 19 : Top 5 de la production des entreprises industrielles en 2015 selon la branche d'activité (en millions de F CFA)	50
Tableau 20 : Top 5 en terme de chiffre d'affaires des entreprises industrielles en 2015 selon la branche d'activité (en millions de F CFA)	50
Tableau 21 : Top 5 de la consommation en matières premières des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2015 (en millions de F CFA)	50
Tableau 22 : Top 5 de la consommation en produits pétroliers des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2015 (en millions de F CFA)	50
Tableau 23 : Top 5 de la consommation en électricité des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2015 (en millions de F CFA)	50
Tableau 24 : Top 5 des entreprises industrielles en termes de masse salariale selon la branche d'activité en 2015 (en millions de F CFA)	50
Tableau 25 : Evolution des variables de gestion des entreprises industrielles (en millions de F CFA)	50
Tableau 26 : Evolution de l'indice trimestriel de production industrielle par type d'industries.....	52
Tableau 27 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de FCFA)	54
Tableau 28 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTIC (en milliards de F CFA)	56
Tableau 29 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTIC (en milliers de tonnes)	56
Tableau 30 : Evolution des exportations par continent (en milliards FCFA)	56
Tableau 31 : Evolution des principaux produits importés (en milliards FCFA).....	58
Tableau 32 : Evolution des importations des produits de grande consommation (en milliers de tonnes)	58
Tableau 33 : Evolution des importations par continent (en milliards FCFA).....	58
Tableau 34 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation des céréales (en FCFA/kg) dans quelques villes	60

Tableau 35 : Evolution des prix moyens annuels de quelques espèces d'animaux en bon état (en milliers de FCFA/tête) dans quelques marchés.....	62
Tableau 36 : Variation du prix de vente à la pompe du litre d'hydrocarbures à Ouagadougou en FCFA	64
Tableau 37 : Variations moyennes annuelles de l'indice des prix à la consommation par fonction de 2009 à 2018	66
Tableau 38 : Evolution des abattages contrôlés par espèces (en carcasses)	68
Tableau 39 : Evolution des ventes des produits artisanaux au VAO	70

Liste des graphiques

Graphique 01: Evolution du personnel du MCIA.....	20
Graphique 02: Répartition du personnel du MCIA en 2018 par tranche d'âge	20
Graphique 03 : Répartition du personnel du MCIA en 2018 selon la catégorie professionnelle.....	20
Graphique 04 : Répartition du personnel du MCIA en 2018 selon le genre	20
Graphique 05 : Evolution des dotations budgétaires du MCIA (en milliards de FCFA).....	22
Graphique 06 : Structure du budget du MCIA (en %)	22
Graphique 07 : Evolution du taux d'exécution du budget du MCIA (en %)	22
Graphique 08 : Evolution de la part du budget du MCIA (en %) par rapport au budget national	22
Graphique 09 : Evolution du nombre d'entreprises créées aux CEFORÉ	24
Graphique 10 : Répartition des entreprises créées aux CEFORÉ selon la localité en 2018 (en %)	24
Graphique 11: Répartition des entreprises enregistrées au CEFORÉ par domaines d'activités en 2018	24
Graphique 12: Répartition des entreprises enregistrées au CEFORÉ selon le sexe du promoteur en 2018	24
Graphique 13 : Evolution du CA et de la VA des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)	26
Graphique 14 : Evolution de l'EBE et du résultat net des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA).....	26
Graphique 15 : Evolution de la masse salariale des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)	26
Graphique 16 : Evolution de l'effectif des employés des sociétés d'Etat	26
Graphique 17 : Evolution du CA et VA des entreprises commerciales (en millions de F CFA).....	28
Graphique 18 : Evolution de la masse salariale des entreprises commerciales (en millions de F CFA)...	28
Graphique 19 : Evolution de l'EBE et du résultat net des entreprises commerciales (en millions de FCFA).....	28
Graphique 20 : Evolution de la productivité des entreprises commerciales	28
Graphique 21 : Evolution du CA et masse salariale des EPPS (en millions de F CFA).....	30
Graphique 22 : Evolution de l'effectif du personnel employé dans les EPPS	30
Graphique 23 : Evolution du CA et VA des entreprises à caractère spécifique (en millions de FCFA).....	32
Graphique 24 : Evolution de la masse salariale des entreprises à caractère spécifique (en millions de FCFA).....	32
Graphique 25 : Evolution de l'EBE et du résultat net des entreprises à caractère spécifique (en millions de FCFA).....	32
Graphique 26 : Evolution de la productivité des entreprises à caractère spécifique	32
Graphique 27 : Evolution du CA et VA des entreprises industrielles (en millions de F CFA)	34
Graphique 28 : Evolution de la masse salariale des entreprises industrielles (en millions de F CFA)	34
Graphique 29 : Evolution de l'EBE et du résultat net des entreprises industrielles (en millions de F CFA)	34
Graphique 30 : Evolution de la productivité du personnel des entreprises industrielles.....	34
Graphique 31 : Evolution du CA et VA des MOD (en millions de F CFA)	36
Graphique 32 : Evolution de la masse salariale du personnel des MOD (en millions de F CFA).....	36
Graphique 33 : Evolution de l'EBE et du résultat net des MOD (en millions de F CFA)	36
Graphique 34 : Evolution de la productivité du personnel des MOD	36
Graphique 35 : Evolution du CA et VA des entreprises prestataires de services (en millions de CFA)....	38
Graphique 36 : Evolution de la masse salariale du personnel des entreprises prestataires de services (en millions de F CFA)	38
Graphique 37 : Evolution de l'EBE et du résultat net des entreprises prestataires de services (en millions de F CFA)	38
Graphique 38 : Evolution de la productivité du personnel des entreprises prestataires de services	38
Graphique 39 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation	40
Graphique 40 : Evolution du volume des investissements directs étrangers (milliards de FCFA)	40
Graphique 41 : Evolution du crédit intérieur fourni au secteur privé rapporté au PIB (en %)	40

Graphique 42 : Evolution du classement Doing business du Burkina Faso rapporté au nombre de pays classé	40
Graphique 43 : Evolution des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou	42
Graphique 44 : Répartition des documents d'investissement délivrés à Ouagadougou en 2018	42
Graphique 45 : Evolution du nombre d'autorisation d'implantations d'unités industrielles et des investissements prévisionnels.....	42
Graphique 46 : Evolution des constatations de démarrage des activités.....	42
Graphique 47 : Evolution des déclarations préalables d'importation	44
Graphique 48 : Evolution des autorisations spéciales pour le commerce extérieur	44
Graphique 49 : Evolution de la délivrance des C.P.C et des C.O	44
Graphique 50 : Répartition des documents de commerce délivrés en 2018.....	44
Graphique 51 : Evolution de l'ensemble des demandes de titres adressées à l'OAPI en 2018	46
Graphique 52 : Répartition de l'ensemble des demandes de titres auprès de l'OAPI en 2018	46
Graphique 53 : Répartition des opérations de contrôles réalisées par l'ABNORM en 2018	48
Graphique 54 : Répartition des contrôles métrologiques effectués en 2018.....	48
Graphique 55 : Indice global de production industrielle (base 100 en 2007)	52
Graphique 56 : Evolution de l'indice de production des industries extractives (base 100 en 2007)	52
Graphique 57 : Evolution de l'indice de production des industries alimentaires et tabac (base 100 en 2007).....	52
Graphique 58 : Evolution de l'indice de production des industries du papier (base 100 en 2007)	52
Graphique 59 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)	54
Graphique 60 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)	54
Graphique 61 : Evolution de la balance commerciale (en milliards de F CFA).....	54
Graphique 62 : Evolution du taux de couverture de la balance commerciale (en %).....	54
Graphique 63 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)	56
Graphique 64 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination des produits Burkinabè (en milliards FCFA)	56
Graphique 65 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA).....	58
Graphique 66 : Evolution des importations selon les principaux pays de provenance des produits (en milliards FCFA).....	58
Graphique 67 : Evolution des prix du sorgho blanc (en FCFA/ kg) dans quelques villes.....	60
Graphique 68 : Evolution des prix du mil (en FCFA/ kg) dans quelques villes	60
Graphique 69 : Evolution des prix du maïs blanc (en FCFA/ kg) dans quelques villes.....	60
Graphique 70 : Evolution des prix du riz importé 25% brisures (en FCFA/ kg) dans quelques villes	60
Graphique 71 : Evolution des prix moyens annuels du Taurillon/ Génisse en bon état (en milliers de FCFA/tête)	62
Graphique 72 : Evolution des prix annuels du Taureau/bœuf en bon état (en milliers de FCFA/tête) ...	62
Graphique 73 : Evolution des prix moyens annuels du Bélier mossi en bon état (en milliers de FCFA/tête)	62
Graphique 74 : Evolution des prix moyens annuels de la Chèvre mossi en bon état (en milliers de FCFA/tête)	62
Graphique 75 : Evolution des prix de vente du super 91 dans quelques villes (en FCFA/litre)	64
Graphique 76 : Evolution du prix de vente du gasoil dans quelques villes (en FCFA/litre).....	64
Graphique 77 : Evolution des prix de vente du gaz butane (6kg) dans quelques villes en FCFA	64
Graphique 78 : Evolution des prix de vente du gaz butane (12,5kg) dans quelques villes en FCFA	64
Graphique 79 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation.....	66
Graphique 80 : Evolution de l'indice des prix des produits alimentaires.....	66
Graphique 81 : Evolution de l'indice des prix du logement, eau, gaz, électricité	66
Graphique 82 : Evolution de l'indice des tarifs de transports	66
Graphique 83 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Ouagadougou (en carcasses) ..	68

Graphique 84 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Bobo-Dioulasso (en carcasses)	68
Graphique 85 : Evolution par type de ventes des produits artisanaux au VAO en 2018	70
Graphique 86 : Répartition des ventes des produits artisanaux au VAO en 2018	70

RESUME

L'effectif des agents exerçant au Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat (MCIA) s'élève à 601 agents en 2018 contre 444 en 2017, en hausse de 35,4%. Cet effectif comme en 2017 est jeune (plus de la moitié a moins de 40 ans) et à prédominance masculine (75%). Il est constitué de 45% de cadres supérieurs et 47% de cadres moyens.

La dotation budgétaire du département en 2018 hausse de 14,9% s'établissant à 15,43 milliards de francs CFA contre 13,43 milliards en 2017. Cependant, ce budget est inférieur à 1% du budget national.

Le nombre d'entreprises nouvellement enregistrées aux CEFORE progresse de 0,8% en 2018 comparativement à 2017. La capitale Ouagadougou compte 67% des enregistrements d'entreprises aux CEFORE en 2018. Aussi, 49,7% des entreprises exercent dans le commerce, 42% dans les services. L'industrie et l'artisanat sont loin derrière avec respectivement 5,3% et 3% des enregistrements.

Les vingt-une (21) entreprises publiques du portefeuille de l'Etat en 2018 ont réalisé un chiffre d'affaires global de 1 036,1 milliards de F CFA, en hausse de 12,7% par rapport à 2017. La contribution au budget de l'Etat des sociétés d'Etat s'élève à 330,76 milliards de F CFA en 2018, contre 275,64 milliards de F CFA en 2017, soit une hausse de 20%.

Concernant l'environnement des entreprises, on note un retour des investissements directs étrangers (IDE) entre 2017 et 2018 malgré un recul du rang du Burkina Faso du classement Doing Business de 2018. En effet, le volume des IDE atteint 95 milliards de F CFA contre (4,5) en 2017. Le crédit intérieur fourni au secteur privé est à 34% du PIB. Le pays passe de la 146^e place en 2017, à la 148^e place en 2018 sur 190 pays classés avec cependant une amélioration de 2% de son score. Le niveau général des prix à la consommation en 2018 baisse de 2,6% par rapport à 2017.

Le nombre de documents d'investissement délivrés en 2018 recule de 15,8% par rapport à 2017. Les autorisations d'implantation d'unités industrielles dominant, 62% contre 22,4% pour les agréments au code des investissements. Les documents de commerce délivrés en 2018 sont en baisse de 2,2% essentiellement dû à la baisse de 2,7% de déclarations préalables d'importation représentant 80,3% des titres.

Le nombre de demandes de titres adressées à l'OAPI est quasi stationnaire entre 2017 et 2018 (239) dont 38% sont relatifs à des demandes de noms commerciaux.

En rapport avec la promotion de la qualité, on observe une hausse de 11,6% des contrôles métrologiques. Le nombre de contrôles de qualité des produits effectués baisse de 33% et celui des analyses de qualité baisse de 0,8%.

L'Indice harmonisé de la production industrielle évolue en dents de scie en 2018 passant d'un niveau d'indice de 166,8 au premier trimestre à 170,0 au dernier trimestre, soit respectivement des hausses de 2% et 10,5% en glissement annuel.

La balance commerciale du Burkina Faso reste déficitaire de 594,8 milliards de F CFA en 2018 contre 560,7 milliards de F CFA en 2017, soit un accroissement de 6,1%. On enregistre une hausse des exportations de 7,3% contre 7% pour les importations.

L'or est le premier produit d'exportation du Burkina Faso en 2018, suivi du coton dont la production baisse de 26,4%. Les produits du Burkina ont pour destination privilégiée la Suisse, le Niger, Singapour, la Côte d'Ivoire et la France. Les exportations en direction du continent africain représentent 13,15% des exportations totales en 2018.

En matière de commerce intérieur, on note une hausse des prix moyens des principales céréales locales sur les différents marchés en 2018, ceux du bétail fluctuent selon les marchés et le type de bétail. Les prix des hydrocarbures à la pompe augmentent mais celui du gaz reste stationnaire depuis 2013.

L'édition 2018 du SIAO a enregistré une baisse du nombre de stands occupés et de visiteurs grand public respectivement de 8,8% et 1%. Quant au nombre d'acheteurs professionnels, il chute de 470 en 2016 à 79 en 2018. Le village artisanal de Ouagadougou enregistre une baisse continue de son chiffre d'affaires depuis 2013 et s'établit à 328,4 millions de F CFA en 2018 toutefois avec une hausse des commandes pour l'exportation de 31,1% par rapport à 2017.

Contexte

La population du Burkina Faso en 2018 est estimée à 20,2 millions d'habitants dont 51,7% de femmes. Elle est jeune (59,1% de moins de 20 ans). Elle est inégalement répartie sur le territoire national et à forte dominance rurale (77,3%). Le taux d'analphabétisme est élevé (71,3%). La pauvreté est essentiellement rurale avec des disparités régionales, bien qu'elle soit en forte croissance en milieu urbain.

L'environnement international en 2018 est influencé par l'aggravation des incertitudes liées principalement aux tensions commerciales et géopolitiques, au resserrement des conditions financières et à la normalisation de la politique monétaire dans les plus grands pays développés.

Au niveau sous régional, les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) maintiennent une bonne dynamique de croissance (+6,6%) en 2018, identique à 2017.

Au plan national, l'année 2018 est caractérisée par l'accentuation des attaques terroristes et la poursuite des revendications sociales dans le secteur public.

Au plan macroéconomique, la reprise de l'activité économique s'est poursuivie avec un taux de croissance du PIB de 6,6% en 2018 contre 6,3% en 2017. Cette croissance est portée par le rebond de l'activité dans le secteur primaire (+ 7%) et par le maintien du dynamisme de l'activité dans les secteurs secondaire (+6,6%) et tertiaire (+6,1%).

L'accroissement de l'activité s'est opéré avec un niveau des prix à la consommation en baisse de 2,6% par rapport à 2017.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire est à moins de 5% du PIB contre 7,9% en 2017 grâce à l'accroissement des recettes totales et dons (+10,2%) et à la maîtrise des dépenses courantes qui n'ont progressé que de +4,9%.

Le déficit des transactions courantes avec le reste du monde est de 6,1% en 2018 contre 7,3% en 2017.

En matière de développement industriel et artisanal, le progrès majeur enregistré en 2018 est l'accroissement de la part de la valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB. Elle est de 21,5% pour une cible fixée à 21,1%. Cette performance s'explique essentiellement par l'accroissement de la part de la valeur ajoutée de 10,6% des industries extractives dans le PIB en 2018.

En dépit des actions engagées dans le cadre du programme d'accompagnement des entreprises en difficulté et de la poursuite des travaux d'aménagement des zones industrielles notamment celle de Bobo-Dioulasso, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB diminue passant de 5,9% en 2017 à 5,4% en 2018.

La réforme majeure réalisée dans le secteur se rapporte à l'adoption de la loi n°038-2018, portant Code des investissements et la mise en œuvre de la loi d'orientation de promotion des PME à travers la signature de la charte des PME qui permettra de renforcer l'attrait des acteurs dans le développement des unités industrielles.

En matière de promotion du commerce et d'expansion des industries de services à forte valeur ajoutée, on peut noter l'amorce de la formalisation de l'économie avec la part de l'informel dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire contenue à 19% en 2018.

A cela, s'ajoutent les actions entreprises pour le renforcement de la mise en marché des produits locaux qui ont influencé à la baisse, la part des deux principaux produits d'exportation que sont l'or et le coton dans les exportations totales qui est passée de 81,2% en 2017 à 80,4% en 2018.

Dans le classement Doing Business de 2018, le Burkina Faso occupe la 148ème place sur 190 pays contre 146^{ème} en 2017 en dépit de l'amélioration de son score de 2%.

I. MOYENS DU MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

I.1 Moyens humains

Points saillants :

- Augmentation de 35,4% de l'effectif du personnel du MCIA ;
- Plus de la moitié du personnel a moins de 40 ans ;
- 47% des agents du MCIA sont des cadres moyens.

Commentaire :

En 2018, l'effectif des agents exerçant au MCIA s'élève à 601 agents contre 444 en 2017, soit un accroissement de 35,4%. Le personnel est à prédominance masculine, 77% de l'effectif. Sur la période 2009-2018, l'effectif du personnel a augmenté de 72,7%. La tranche d'âge dominante est celle de 30 à 34 ans, avec 29% de l'effectif. Elle constitue avec celle de 35-39 ans plus de la moitié des effectifs, témoignant ainsi de la jeunesse du personnel du MCIA. Le personnel est constitué de 45% de cadres supérieurs et 47 % de cadres moyens soit un cadre supérieur pour un cadre moyen. Le personnel d'appui représente 8%.

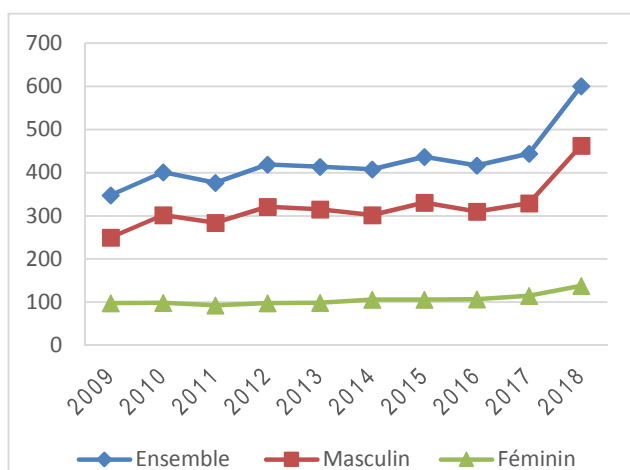
Source : Direction des ressources humaines

Les cadres supérieurs sont constitués des agents de catégorie A et P et assimilés tandis que les cadres moyens regroupent les agents de catégorie B et C et assimilés. Le personnel d'appui regroupe les chauffeurs, les agents de liaison et les gardiens

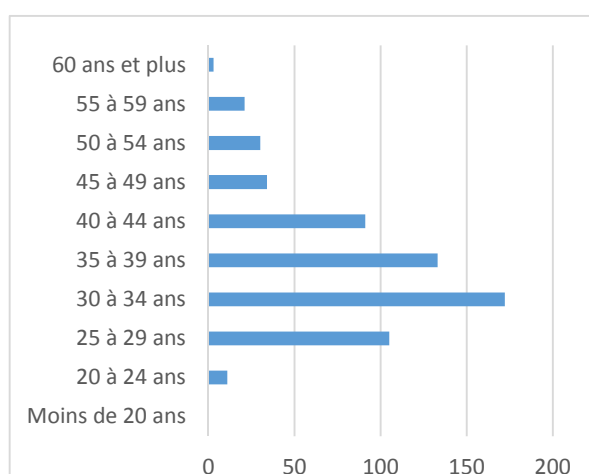
Tableau 01 : Evolution du personnel du MCIA selon le sexe

	Effectif en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation/ 2017 (%)
Homme	463	85,2	40,7
Femme	138	40,8	20
Ensemble	601	72,7	35,4

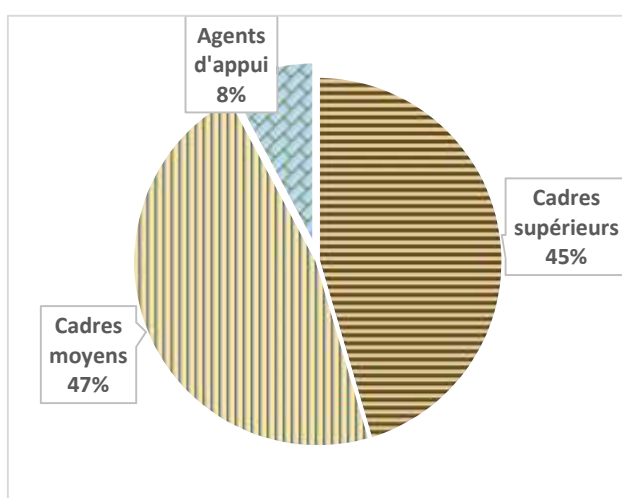
Graphique 01: Evolution du personnel du MCIA



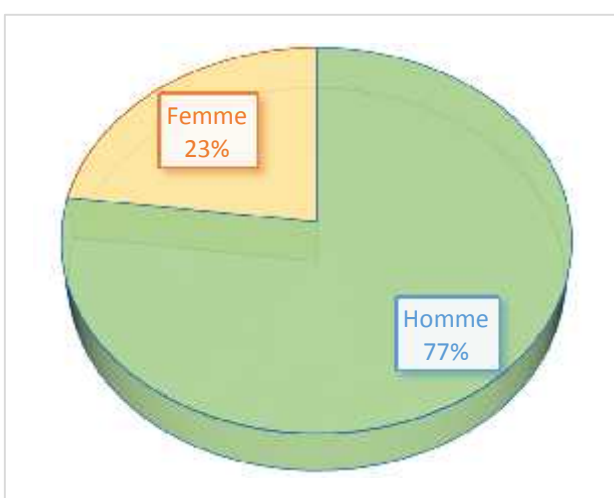
Graphique 02: Répartition du personnel du MCIA en 2018 par tranche d'âge



Graphique 03 : Répartition du personnel du MCIA en 2018 selon la catégorie professionnelle



Graphique 04 : Répartition du personnel du MCIA en 2018 selon le genre



I.2 Moyens financiers

Points saillants :

- Hausse de 14,9% du budget du MCIA ;
- 55% du budget alloué aux transferts.

Commentaire :

En 2018, le budget du MCIA s'est élevé à 15,43 milliards de F CFA contre 13,43 milliards en 2017, soit une hausse de 14,9%. Cette hausse est faite principalement sur la dotation d'investissement qui progresse de 48%, passant de 3,21 milliards de F CFA en 2017 à 4,75 milliards de F CFA en 2018.

La dotation budgétaire 2018 du MCIA représente 0,7% du Budget Etat, avec un gain de 0,12 point par rapport à 2017. Elle est inférieure à 1% du budget de l'Etat ; une augmentation substantielle de celle-ci contribuerait à renforcer le développement de l'économie dont la transformation structurelle demeure une priorité avec le secteur privé comme le moteur.

En 2018, plus de la moitié (55,4%) du budget est consacrée aux dépenses de transferts contre 61,4% en 2017. La part consacrée aux investissements progresse de 7 points pour atteindre 30,8%. Les parts du personnel et de fonctionnement demeurent stables. Sur la période 2009-2018, les dépenses d'investissement évoluent en dents de scie.

La répartition du budget 2018 du MCIA par programme donne 53% au programme « commerce », 25% au programme « industrie », 10% au programme « pilotage et soutien », 7% au programme « secteur privé » et 5% au programme « artisanat ».

Le taux d'exécution du budget du MCIA sur la période 2009-2018 est supérieur à 80%. En 2018, les taux d'exécution du budget par nature de dépense sont supérieurs à 95% exception faite des dépenses de fonctionnement.

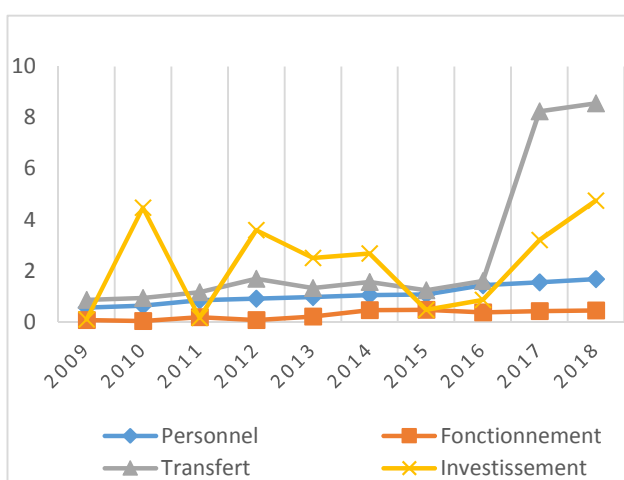
Source : Direction de l'administration et des finances

Le budget programme est entré en vigueur en 2017

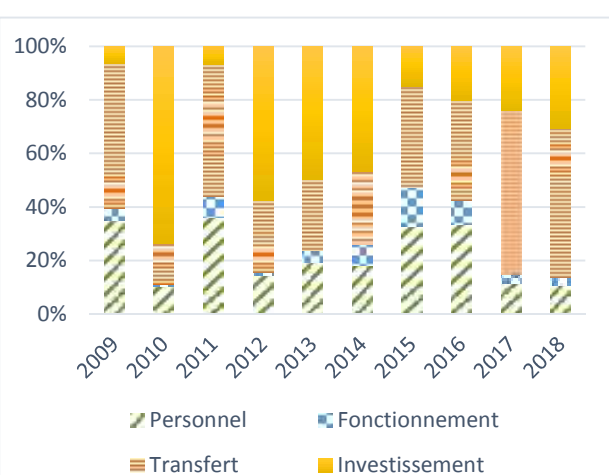
Tableau 02 : Evolution des dotations budgétaires du MCIA (en milliards de FCFA)

	Budget 2018	Variation / 2017 (%)	Variation / 2009 (%)
Total Budget MCIA	15,43	14,9	876,6
Personnel	1,68	8,4	200,0
Fonctionnement	0,45	4,7	542,9
Transfert	8,55	3,8	894,2
Investissement	4,75	48,0	4 650,0
Total budget Etat	2 191,9	-4,6	79,7

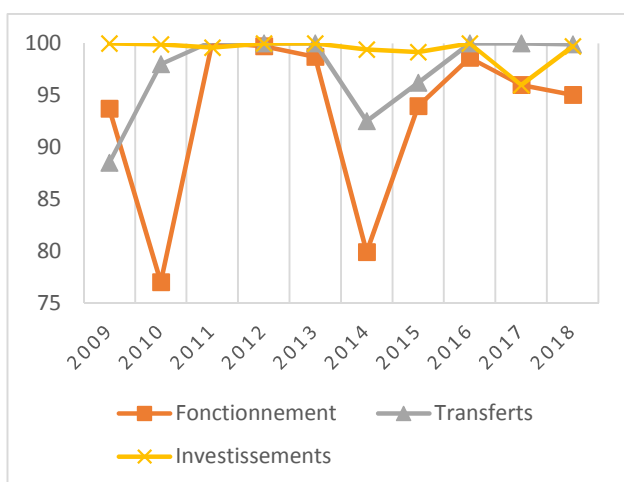
Graphique 05 : Evolution des dotations budgétaires du MCIA (en milliards de FCFA)



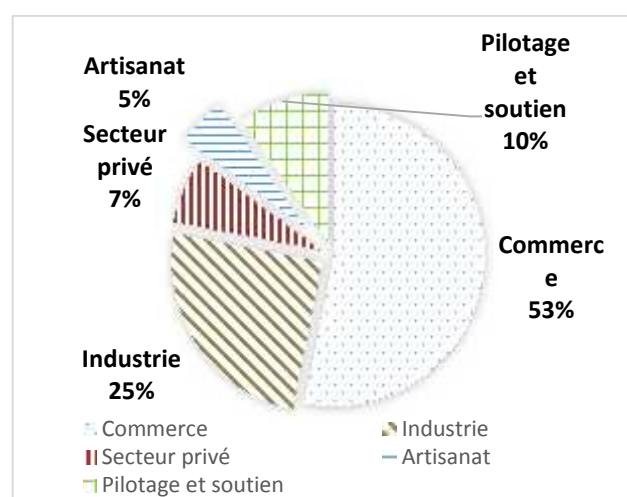
Graphique 06 : Structure du budget du MCIA (en %)



Graphique 07 : Evolution du taux d'exécution du budget du MCIA (en %)



Graphique 08 : Evolution de la part du budget du MCIA (en %) par rapport au budget national



II. LES ENTREPRISES

II.1 Les entreprises enregistrées aux CEFORE

Points saillants :

- 67% des entreprises enregistrées au CEFORE de Ouagadougou ;
- Plus de 90% des entreprises enregistrées exercent dans le commerce et les services.

Commentaire :

Au total, 12 511 nouvelles entreprises se sont enregistrées aux CEFORE en 2018 ; un effectif en baisse de 0,8% comparativement à 2017. Les centres CEFORE des régions du Centre-Nord, du Sud-Ouest et du Sahel présentent les plus fortes baisses, avec respectivement 35%, 29,9% et 22,6%. Après les incertitudes dues à la crise politique de 2014 ainsi que les actes de terrorisme depuis 2016, les créations d'entreprises dans les CEFORE restent sur une tendance haussière, ce grâce à la volonté de décentraliser les structures de formalisation des entreprises et aux actions d'incitations à la formalisation des entreprises. Le taux d'accroissement moyen annuel est de 13,1%.

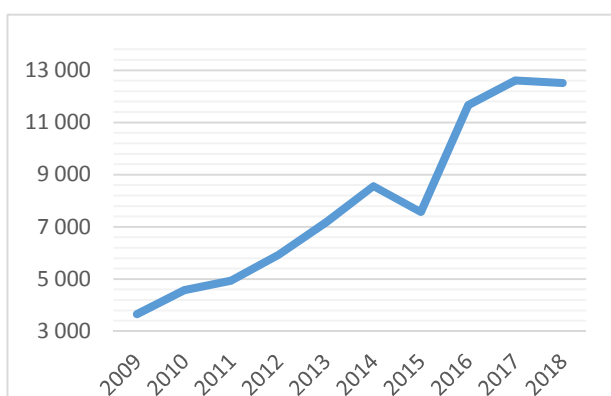
En 2018, 67% des enregistrements sont faits aux CEFORE de Ouagadougou, 13% à Bobo-Dioulasso et le reste dans les autres villes d'implantation des CEFORE. La répartition selon le domaine d'activités montre que 49,7% entreprises exercent dans le commerce, 42% dans les services, 5,3% dans l'industrie et 3% dans l'artisanat. Les promoteurs sont composés à 81% d'hommes et 19% de femmes.

Source : Centre de formalités des entreprises

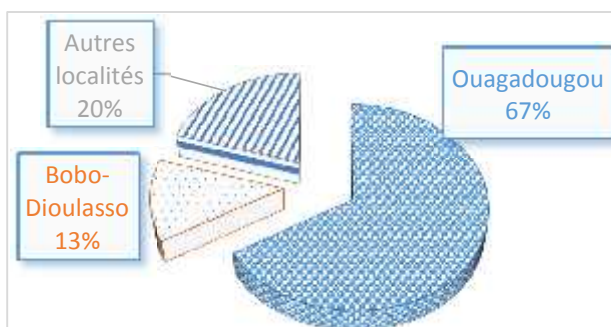
Les CEFORE sont implantés dans les 13 chefs-lieux de région et à Koupéla.

Centre CEFORE	Effectif en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Dédougou	218	-	-17,4
Ouagadougou	8 332	176,5	2,4
Tenkodogo	266	202,3	-17,1
Kaya	182	-	-35
Koudougou	359	7 080,00	-16,7
Fada N'Gourma	255	8 400,00	-12,4
Bobo-Dioulasso	1 640	262	0,3
Ouahigouya	428	380,9	-13,7
Dori	230	-	-22,6
Gaoua	171	-	-29,9
Banfora	224	-	98,2
Koupèla	156	-	50
Ziniaré	8	-	-
Manga	42	-	-
Ensemble	12 511	242,7	-0,8

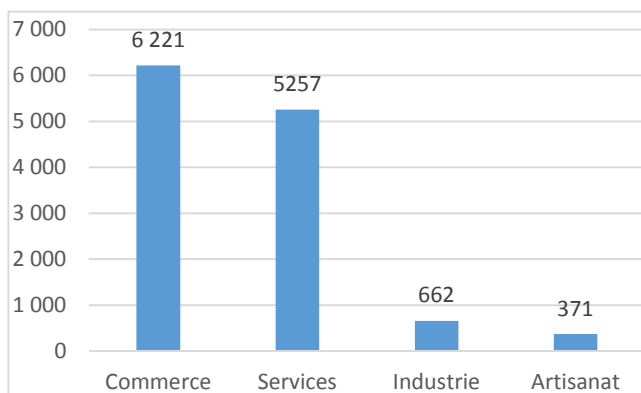
Graphique 09 : Evolution du nombre d'entreprises créées aux CEFORE



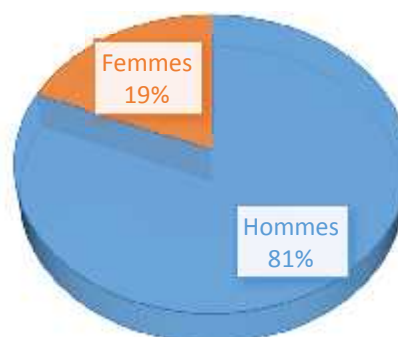
Graphique 10 : Répartition des entreprises créées aux CEFORE selon la localité en 2018 (en %)



Graphique 11: Répartition des entreprises enregistrées au CEFORE par domaines d'activités en 2018



Graphique 12: Répartition des entreprises enregistrées au CEFORE selon le sexe du promoteur en 2018



II.2 Les sociétés d'Etat

Points saillants :

- Hausse de 12,7% du chiffre d'affaires global des sociétés d'Etat en 2018 ;
- Hausse de 24,5% du résultat net global des sociétés d'Etat en 2018.

Commentaire :

L'Etat Burkinabè dispose en 2018 de 21 entreprises publiques dont 19 sociétés d'Etat et deux établissements publics de prévoyance sociale. Le chiffre d'affaires des sociétés d'Etat a augmenté de 12,7% comparativement à 2017 pour atteindre 1 036,1 milliards de F CFA en 2018. Cette amélioration résulte des accroissements réalisés au niveau de trois entreprises que sont la SONABHY (+82,9 milliards de F CFA), la LONAB (+15,9 milliards de F CFA) et SONABEL (+15,2 milliards de F CFA). Concernant les établissements publics de prévoyance sociale, leur chiffre d'affaires a progressé de 19,9% par rapport à 2017 et s'établit à 332,3 milliards de F CFA.

La valeur ajoutée globale des sociétés d'Etat de 209,7 milliards de F CFA en 2018 croît de 17,7 % par rapport à 2017. L'excédent brut d'exploitation est de 151,8 milliards de F CFA en 2018, soit une hausse de 21,1%. Le résultat d'exploitation global des sociétés d'Etat grimpe de 30,8%. Il en résulte un résultat net global bénéficiaire en hausse de 24,5%, passant de 55,5 milliards de F CFA en 2017 à 69,1 milliards de F CFA en 2018.

L'effectif total du personnel des entreprises a poursuivi sa hausse avec 289 agents en sus en 2018, soit un accroissement de 4,7%. La masse salariale globale est de 57,9 milliards de F CFA en 2018, soit une hausse de 9,5% comparativement à l'exercice précédent essentiellement due à l'application des protocoles d'accord d'une part et aux avancements notamment à la SONABEL, ONEA et la SONAPOST.

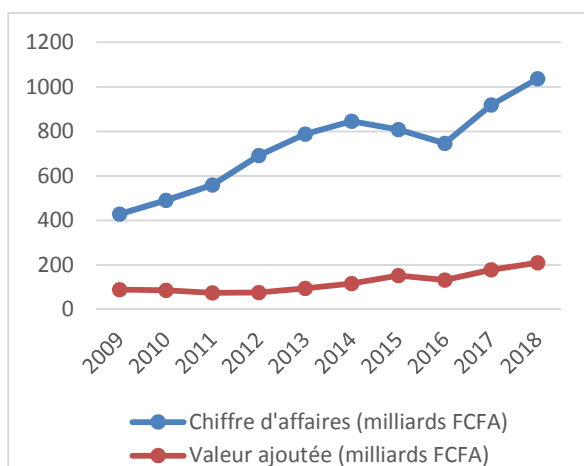
La contribution au budget de l'Etat des sociétés d'Etat est de 330,76 milliards de F CFA en 2018, contre 275,64 milliards de F CFA en 2017, soit une hausse de 20%. Cette progression provient principalement de l'augmentation du volume des activités de la SONABHY à hauteur de 51,8 milliards F CFA.

Source : Direction générale de la promotion de l'entreprise

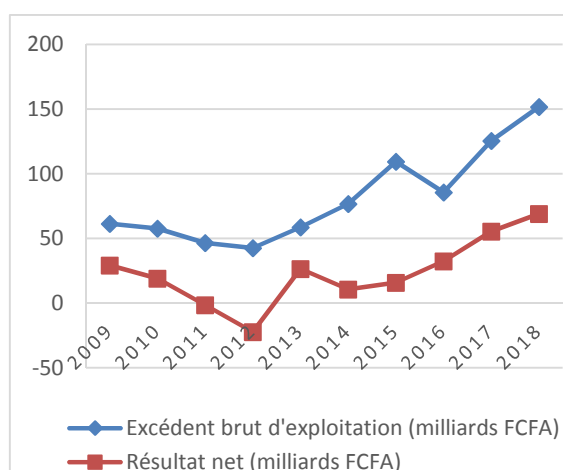
Tableau 04 : Indicateurs globaux des sociétés d'Etat (en milliards de F CFA)

	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Chiffre d'affaires	1 036,1	141,5	12,7
Valeur ajoutée	209,7	136,1	17,6
Excédent brut d'exploitation	151,8	147,2	21,1
Bénéfices	69,1	136,6	24,5
Masse salariale	57,9	110,5	9,5
Effectif (en nombre)	6621	47,9	4,7

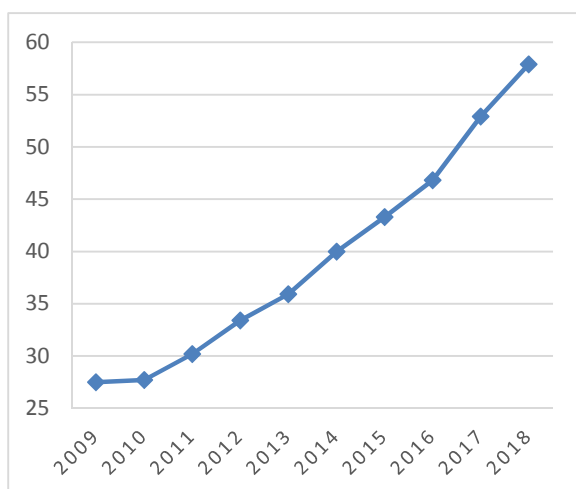
Graphique 13 : Evolution du CA et de la VA des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)



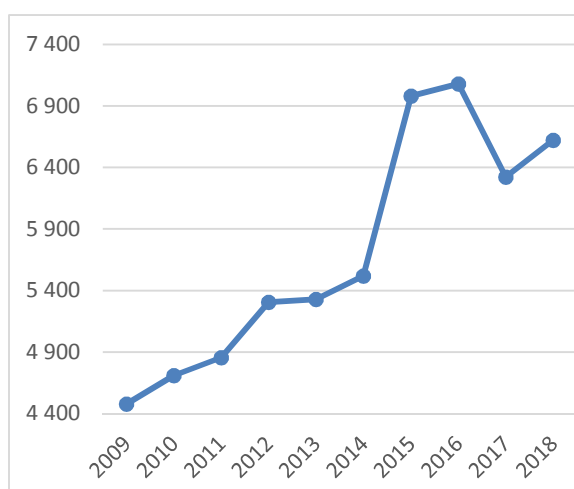
Graphique 14 : Evolution de l'EBE et du résultat net des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)



Graphique 15 : Evolution de la masse salariale des sociétés d'Etat (en milliards de FCFA)



Graphique 16 : Evolution de l'effectif des employés des sociétés d'Etat



i. Les sociétés commerciales

Points saillants :

- Augmentation de 15,4% du chiffre d'affaires de la SONABHY ;
- Hausse de 43,1% du résultat net bénéficiaire de la SONABHY.

Commentaire :

En 2018, les activités de la SONABHY ont permis d'atteindre un chiffre d'affaires de 621,532 milliards de F CFA contre 538,663 milliards de F CFA en 2017, soit une hausse de 15,4%. Cette hausse tire son origine de l'accroissement du volume des ventes d'hydrocarbures.

La valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation sont respectivement en hausse de 44,5% et 51,6% par rapport à 2017. Il en ressort un résultat net bénéficiaire de 38,612 milliards de F CFA contre 26,976 milliards de F CFA en 2017, soit une hausse de 43,1%.

L'effectif du personnel employé régresse de 2,1% en 2018 comparativement à 2017 et la masse salariale diminue de 8,2%. La productivité du personnel évolue en dents de scie sur la période 2009-2018, mais s'améliore depuis 2016.

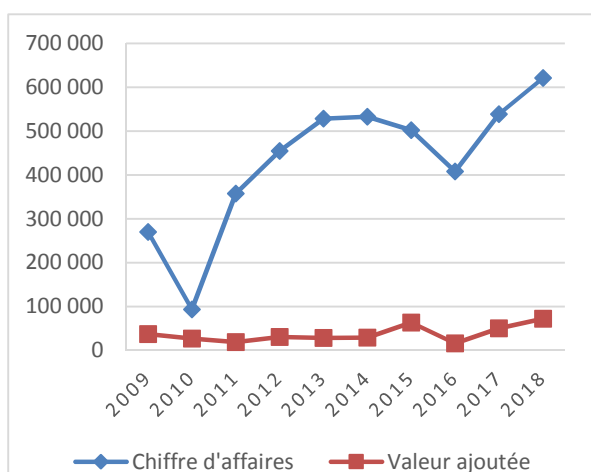
Source : Direction générale de la promotion de l'entreprise

La SONABHY, détentrice d'un monopole de droit pour l'importation et le stockage des hydrocarbures liquides et gazeux, est chargée du transport, du conditionnement, la vente et la distribution de ces produits.

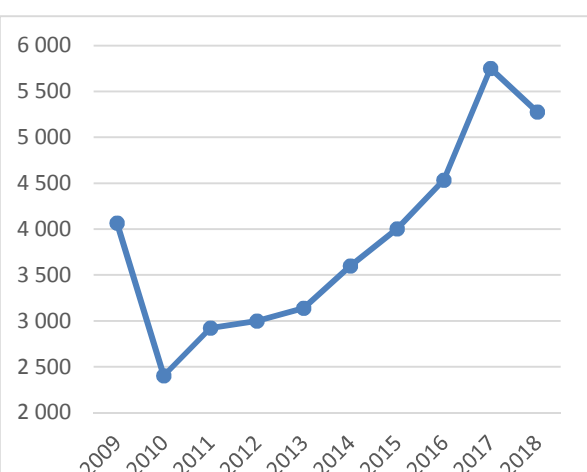
Tableau 05 : Quelques données sur les sociétés commerciales (en millions de F CFA)

	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Chiffre d'affaires	621 532	130,3	15,4
Valeur ajoutée	72 322	96,0	44,5
Excédent brut d'exploitation	66 694	103,1	51,6
Bénéfices	38 612	57,4	43,1
Masse salariale	5 276	29,7	-8,2
Personnel employé (nombre)	377	61,8	-2,1

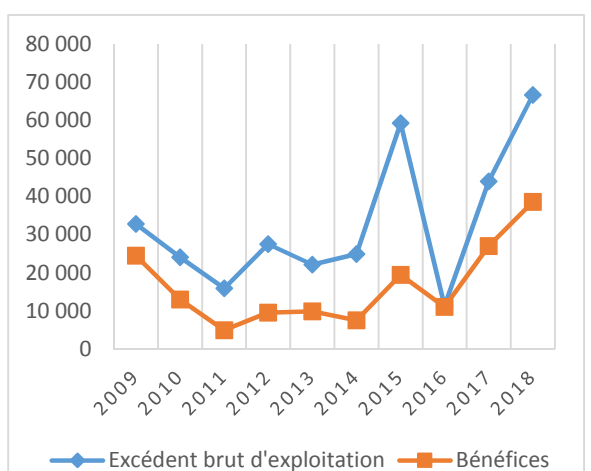
Graphique 17 : Evolution du CA et VA des entreprises commerciales (en millions de F CFA)



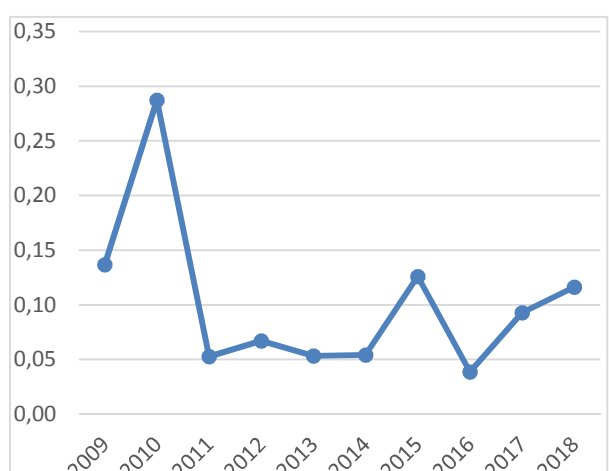
Graphique 18 : Evolution de la masse salariale des entreprises commerciales (en millions de F CFA)



Graphique 19 : Evolution de l'EBE et du résultat net des entreprises commerciales (en millions de FCFA)



Graphique 20 : Evolution de la productivité des entreprises commerciales



ii. Les établissements publics de prévoyance sociale (EPPS)

Points saillants :

- Hausse de 14% du chiffre d'affaires ;
- Baisse de l'effectif du personnel employé.

Commentaire :

Le chiffre d'affaires global passe de 203,9 milliards de FCFA en 2017 à 232,4 milliards de F CFA en 2018, soit une hausse 14%. Sur la période 2009-2018, l'évolution du chiffre d'affaires est haussière avec un taux d'accroissement moyen annuel de 10,3%.

La masse salariale des EPPS progresse de 0,2% par rapport à 2017 et atteint 9,266 milliards de F CFA en 2018. Elle évolue en dents de scie au cours des dix dernières années. Quant à l'effectif du personnel, il croit de 2009 à 2016, avant de subir une baisse successive en 2017 et 2018. Entre 2017 et 2018, la baisse de l'effectif employé est de 4%.

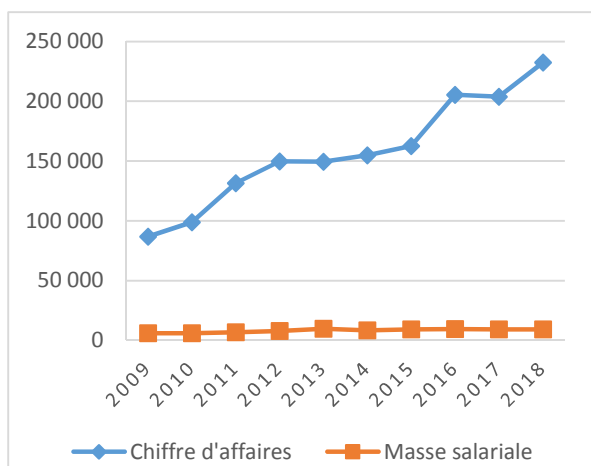
En 2018, la contribution des EPPS au budget national est de 1,53 milliards de FCFA, contre 1,62 milliards de FCFA en 2017, soit une baisse de 5,6%.

Notes : Les établissements publics de prévoyance sociale (EPPS) regroupent la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et la Caisse Autonome de Retraite des Fonctionnaires (CARFO). Ces structures sont chargées de la gestion des risques professionnels, des prestations familiales et des pensions de retraite de leurs affiliés respectifs.

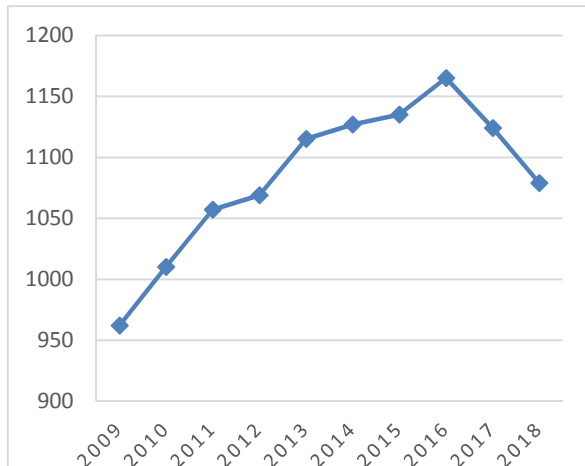
Tableau 06 : Quelques données les établissements publics de prévoyance sociale (en millions de F CFA)

	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Chiffre d'affaires	232 425	167,4	14,0
Masse salariale	9 266	56,9	0,2
Personnel employé (nombre)	1079	12,2	-4,0

Graphique 21 : Evolution du CA et masse salariale des EPPS (en millions de F CFA)



Graphique 22 : Evolution de l'effectif du personnel employé dans les EPPS



iii. Les entreprises à caractère spécifique

Points saillants :

- Dégradation des indicateurs de gestion de la SONAGESS.

Commentaire :

La société a connu une dégradation générale de ses indicateurs en 2018. En effet, le chiffre d'affaires baisse de 65,3% par rapport à 2017. Le chiffre d'affaires est de 1,523 milliards de F CFA en 2018. La régression du chiffre d'affaires est liée à la baisse du volume des ventes. La valeur ajoutée recule de 68,5% par rapport à l'exercice précédent et se stabilise à 272 millions de F CFA en 2018. L'excédent brut d'exploitation et le résultat net, chutent respectivement de 203,6% et 160,5%.

L'effectif du personnel reste stable avec un repli de 0,7% par rapport 2017. Par contre, la masse salariale augmente de 6,3%.

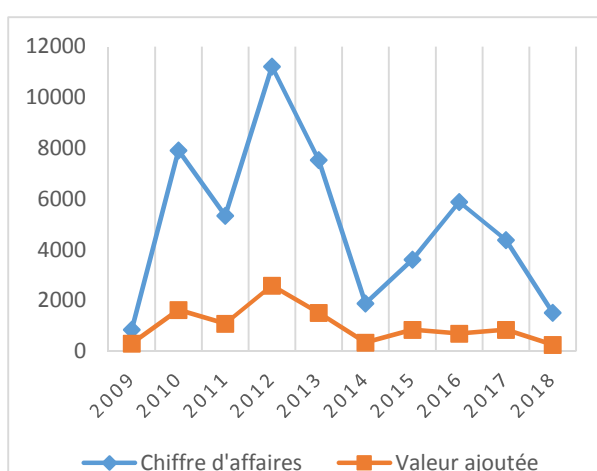
Source : Direction générale de la promotion de l'entreprise

Chargée de la gestion du stock national de sécurité et du stock d'intervention, la SONAGESS assure l'approvisionnement des zones déficitaires et/ou en rupture d'approvisionnements.

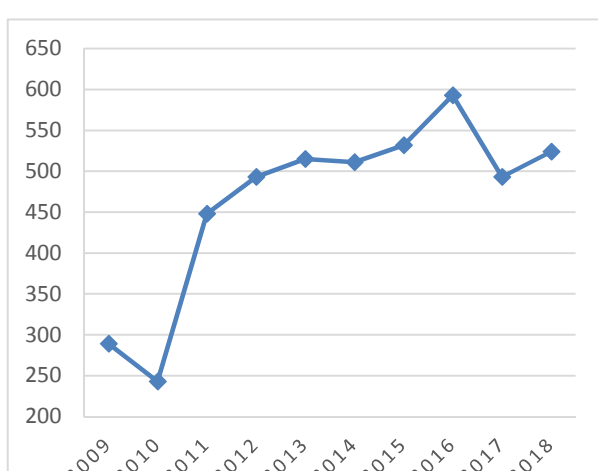
Tableau 07 : Quelques données sur les entreprises à caractère spécifique (en millions de F CFA)

	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Chiffre d'affaires	1 523	77,7	-65,3
Valeur ajoutée	272	-13,1	-68,5
Excédent brut d'exploitation	-313	-1 404,2	-203,6
Bénéfices	-207	-196,7	-160,5
Masse salariale	524	81,3	6,3
Personnel employé (nombre)	144	-18,6	-0,7

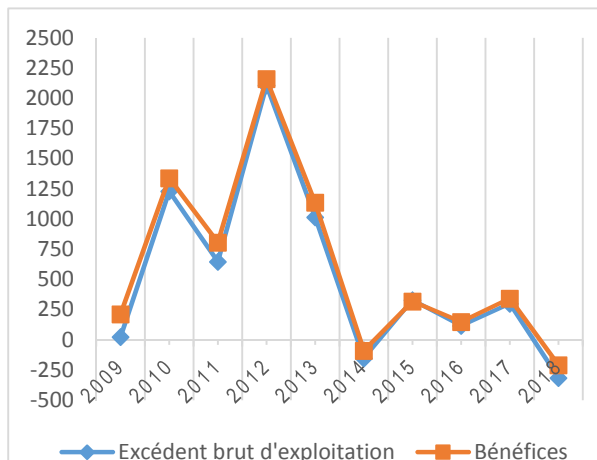
Graphique 23 : Evolution du CA et VA des entreprises à caractère spécifique (en millions de FCFA)



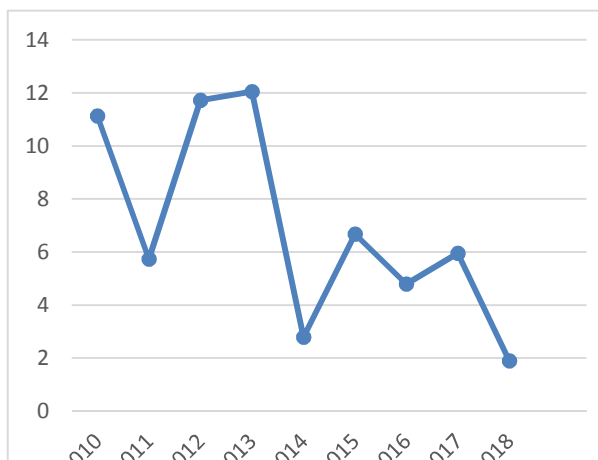
Graphique 24 : Evolution de la masse salariale des entreprises à caractère spécifique (en millions de FCFA)



Graphique 25 : Evolution de l'EBE et du résultat net des entreprises à caractère spécifique (en millions de FCFA)



Graphique 26 : Evolution de la productivité des entreprises à caractère spécifique



iv. Les entreprises industrielles

Points saillants :

- Baisse de 39,7% du chiffre d'affaires ;
- Dégradation des autres indicateurs de gestion.

Commentaire :

Les entreprises industrielles ont connu une dépréciation de certains indicateurs de gestion courant l'exercice 2018. En effet, le chiffre d'affaires global de 269 millions de F CFA en 2018 baisse de 39,7% par rapport à 2017. La valeur ajoutée chute de 278,1%. Le résultat net global, déjà déficitaire en 2017, s'est encore dégradé et le déficit atteint 546 millions de F CFA au terme de l'exercice 2018 contre 177 millions de F CFA l'année précédente.

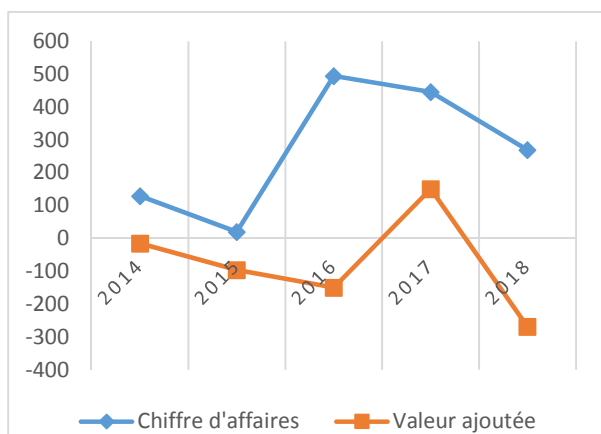
L'effectif du personnel employé diminue de 5%, cependant la masse salariale progresse de 12,2%.

Notes : Les entreprises industrielles comprennent la MINOFA et la SEPB. La MINOFA est chargée de la production de farines, d'aliments de bétail et tous autres sous-produits. La SEPB quant à elle, est chargée de l'extraction, le broyage et la formulation à partir des phosphates bruts, d'engrais pour contribuer à la réduction de la facture d'engrais du Burkina Faso.

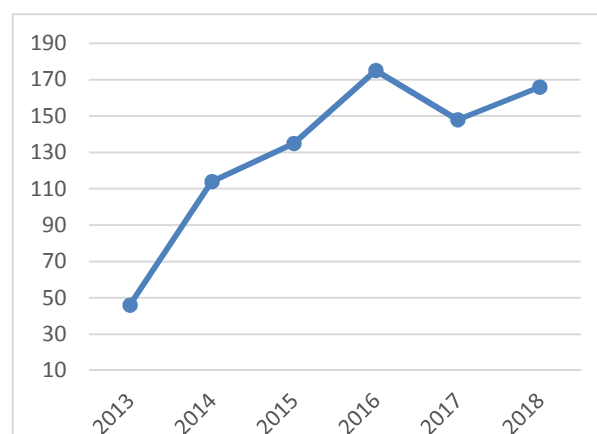
Tableau 08 : Quelques données sur les entreprises industrielles (en millions de F CFA)

	Valeur en 2018	Variation / 2014 (%)	Variation / 2017 (%)
Chiffre d'affaires	269	108,5	-39,7
Valeur ajoutée	-269	1 693,3	-278,1
Excédent brut d'exploitation	-456	179,8	1 972,7
Bénéfices	-546	67,0	208,5
Masse salariale	166	45,6	12,2
Personnel employé (nombre)	38	65,2	-5,0

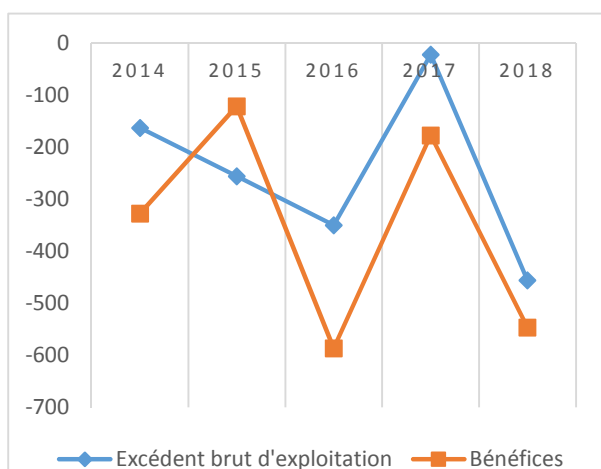
Graphique 27 : Evolution du CA et VA des entreprises industrielles (en millions de F CFA)



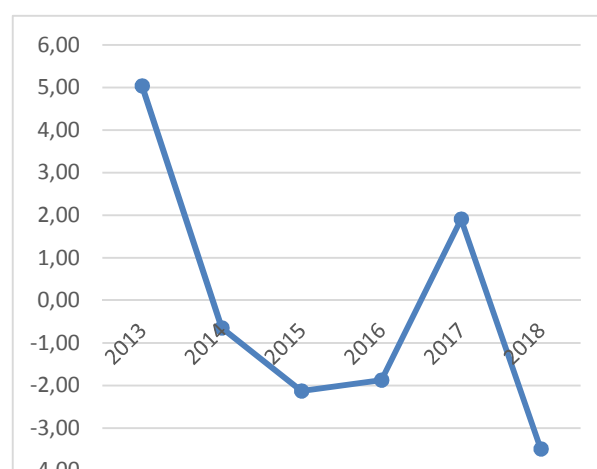
Graphique 28 : Evolution de la masse salariale des entreprises industrielles (en millions de F CFA)



Graphique 29 : Evolution de l'EBE et du résultat net des entreprises industrielles (en millions de F CFA)



Graphique 30 : Evolution de la productivité du personnel des entreprises industrielles



v. Maitrise d'ouvrage publique déléguée

Points saillants :

- Hausse de 11,7% du chiffre d'affaires ;
- Dégradation des principaux indicateurs de gestion des entreprises en 2018.

Commentaire :

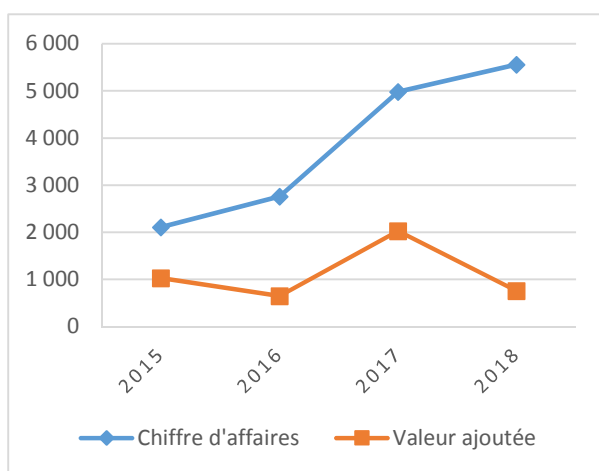
Elles ont réalisé un chiffre d'affaires global de 5,557 milliards de F CFA en 2018, en hausse de 11,7% comparativement à l'exercice 2017. Malgré l'augmentation du chiffre d'affaires, les principaux indicateurs de gestion se sont dégradés en 2018. La valeur ajoutée dégagée (759 millions de F CFA) régresse de 62,6% par rapport à 2017. L'excédent brut d'exploitation est négatif et traduit le poids des charges de personnel sur l'activité. En effet, la masse salariale croît de 6,3% avec une augmentation de 2,7% de l'effectif du personnel employé au cours de l'exercice 2018. En définitive, il se dégage un résultat net déficitaire de 901 millions de F CFA au terme de l'exercice 2018.

Notes : Les entreprises de maîtrise d'ouvrage publique déléguées regroupent l'ACOMOD-Burkina, l'AGETIB, l'AGETEER, la SONATER, et la SOGEMAB ; elles exécutent leurs missions dans leurs domaines respectifs pour le compte de l'Etat, de ses démembrements ou de tout organisme de droit public ou privé, des projets et programmes.

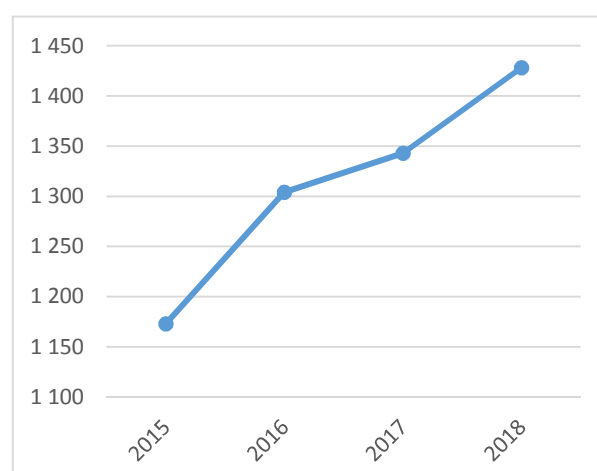
Tableau 9 : Quelques données sur les entreprises de MOD (en millions de F CFA)

	Valeur en 2018	Variation / 2015 (%)	Variation / 2017 (%)
Chiffre d'affaires	5 557	163,6	11,5
Valeur ajoutée	759	-26,4	-62,6
Excédent brut d'exploitation	-889	-244,6	-715,6
Bénéfices	-901	-485,1	-244,9
Masse salariale	1 428	21,7	6,3
Personnel employé (nombre)	191	9,1	2,7

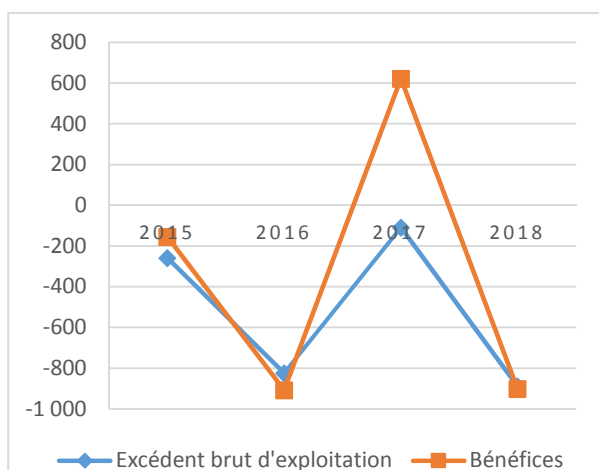
Graphique 31 : Evolution du CA et VA des MOD (en millions de F CFA)



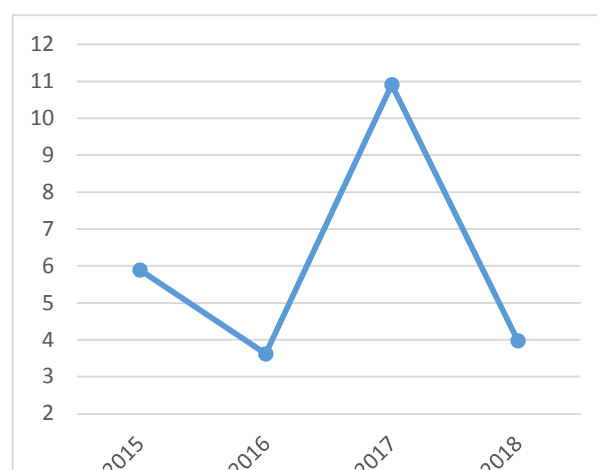
Graphique 32 : Evolution de la masse salariale du personnel des MOD (en millions de F CFA)



Graphique 33 : Evolution de l'EBE et du résultat net des MOD (en millions de F CFA)



Graphique 34 : Evolution de la productivité du personnel des MOD



vi. Les entreprises prestataires de services

Points saillants :

- Augmentation de 9,8% du chiffre d'affaires ;
- Hausse de 15,6% du résultat net bénéficiaire.

Commentaire :

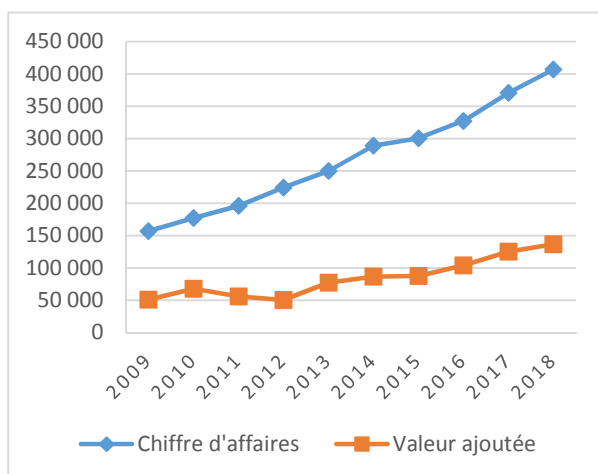
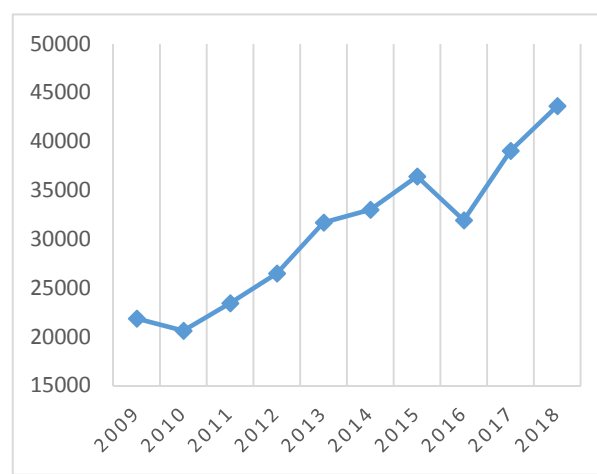
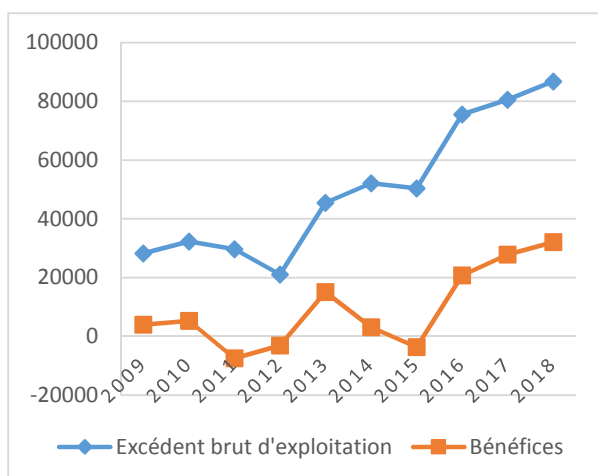
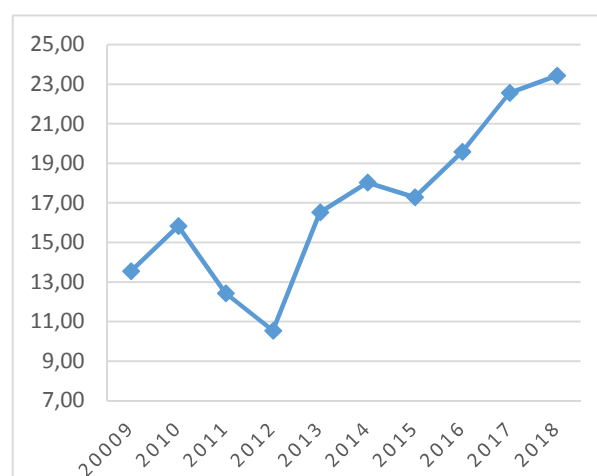
Le chiffre d'affaires global des entreprises a augmenté de 9,8% en 2018 par rapport à l'exercice précédent et atteint 407,209 milliards de F CFA. Sur la période 2009-2018, l'évolution du chiffre d'affaires de ces entreprises présente une tendance haussière, soit un accroissement moyen annuel de 10,02%. La valeur ajoutée progresse de 9,2% et se situe à 136,660 milliards de F CFA en 2018. Sur la décade, son évolution présente une tendance à la hausse. L'excédent brut d'exploitation hausse de 7,6%, atteignant la valeur de 86,758 milliards de F CFA. Au terme de l'exercice 2018, il se dégage un résultat net bénéficiaire de 32,104 milliards de F CFA, en hausse de 15,6% comparativement à 2017. Sur les dix dernières années, l'excédent brut d'exploitation et le résultat net ont connu une évolution quasi identique en dents de scie.

La masse salariale et l'effectif du personnel employé haussent respectivement de 11,7% et 5,1% comparativement à l'exercice précédent. La productivité du personnel s'améliore continuellement depuis 2015.

Notes : Les entreprises prestataires de services regroupent la LONAB, SONABEL, ONEA, SONAPOST, SONATUR, CEGECI, LNBTP, BUMIGEB, SBT et SOPAFER-B.

Tableau 10 : Quelques données sur les entreprises prestataires de services (en millions de F CFA)

	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Chiffre d'affaires	407 209	159,8	9,8
Valeur ajoutée	136 660	169,3	9,2
Excédent brut d'exploitation	86 758	207,6	7,6
Bénéfices	32 104	722,5	15,6
Masse salariale	43 621	99,3	11,7
Personnel employé (nombre)	5 832	55,7	5,1

Graphique 35 : Evolution du CA et VA des entreprises prestataires de services (en millions de CFA)**Graphique 36 :** Evolution de la masse salariale du personnel des entreprises prestataires de services (en millions de F CFA)**Graphique 37 :** Evolution de l'EBE et du résultat net des entreprises prestataires de services (en millions de F CFA)**Graphique 38 :** Evolution de la productivité du personnel des entreprises prestataires de services

III. L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES

III.1 Quelques indicateurs économiques sur l'environnement des entreprises

Points saillants :

- Retour des investissements directs étrangers ;
- Détérioration du classement Doing Business du Burkina Faso en 2018.

Commentaire :

Entre 2009 et 2018, une hausse de 4,7% du niveau général des prix a été enregistrée. En effet, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est passé d'un niveau de 100,9 en 2009 à un niveau de 105,6 en 2018. Cependant, par rapport à 2017, une baisse de 2,6% du niveau général des prix a été constatée.

Le volume des investissements directs étrangers nets atteint 95 milliards de F CFA contre (4,5) milliards de F CFA en 2017. La faiblesse des investissements étrangers en 2017 ainsi que son niveau actuel tirent leur origine notamment des attaques terroristes que le pays enregistre depuis 2016 ; toutes choses qui freinent l'attrait des investisseurs. Le crédit intérieur fourni au secteur privé a atteint 34% du PIB en 2018 et est en hausse de 3% par rapport à l'année précédente. Le taux d'électrification nationale progresse à 21,3%, soit une hausse de 3,4% par rapport à 2017. Quant au taux de ponction fiscale, il est en baisse de 0,6% entre 2017 et 2018 et affiche une valeur de 17,2% et demeure toujours en deçà de la norme communautaire UEMOA de 20% minimum.

Le classement Doing Business du Burkina évolue en dents de scie depuis 2009. Le pays régresse dans le classement 2018, passant de la 146^e place en 2017 à la 148^e place, soit une perte de deux places parmi les 190 pays classés et ce malgré une légère amélioration de son score (51,54 points) de 0,2%.

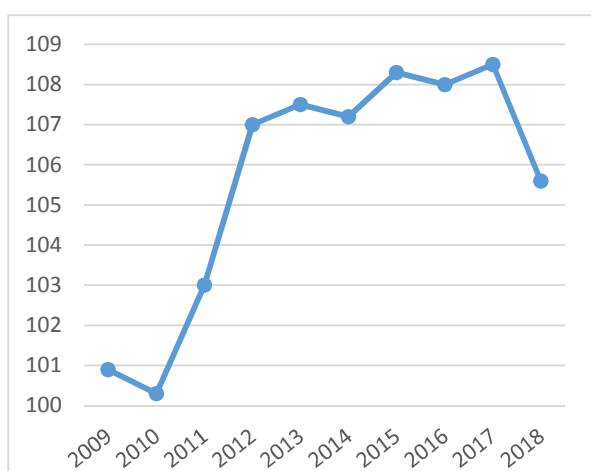
Source : DGEP/BCEAO/INSD/ Rapport sur le système de suivi des performances du secteur privé.

Le classement Doing business mesure l'aspect de l'environnement réglementaire des entreprises. Il est réalisé par la banque mondiale à partir des données recueillies des pays et relatives à la facilité d'y faire des affaires.

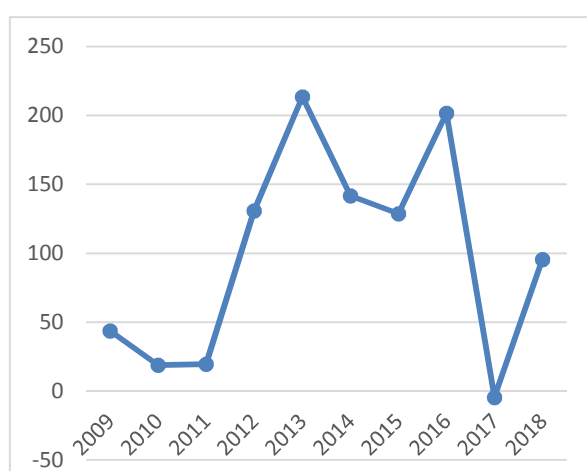
Tableau 11 : Quelques indicateurs économiques

	Valeurs en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Indice harmonisé des prix à la consommation	105,6	4,7	-2,67
Volume des investissements directs étrangers (en milliards de FCFA)	95,4	118,8	2 220,0
Crédit intérieur fourni au secteur privé (% PIB)	34	100,0	3,0
Taux d'électrification (%)	21,3	42,0	3,4
Taux de ponction fiscale (%)	17,2	37,6	-0,6

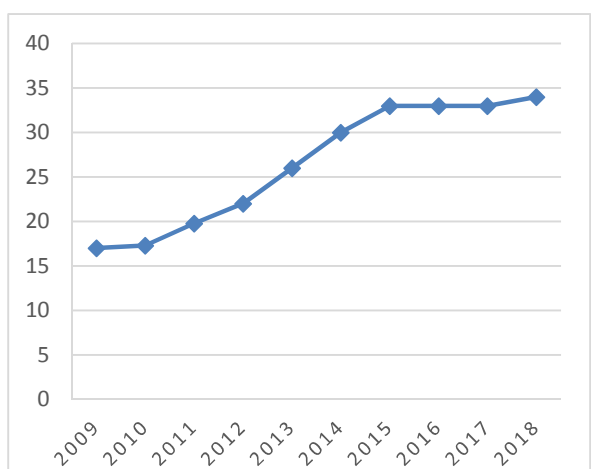
Graphique 39 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation



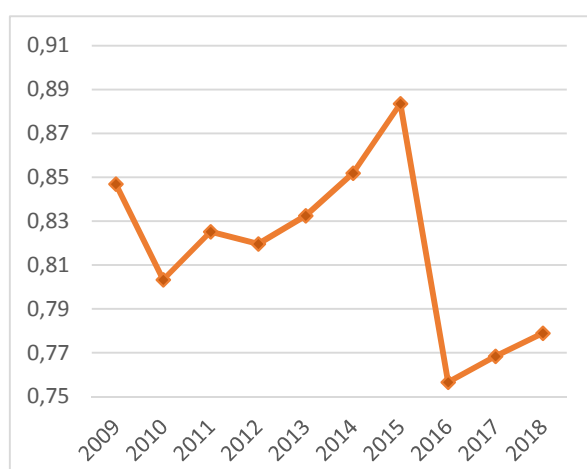
Graphique 40 : Evolution du volume des investissements directs étrangers (milliards de FCFA)



Graphique 41 : Evolution du crédit intérieur fourni au secteur privé rapporté au PIB (en %)



Graphique 42 : Evolution du classement Doing business du Burkina Faso rapporté au nombre de pays classé



III.2 Documents d'investissements

Points saillants :

- Baisse de 15,8% du nombre de documents d'investissement délivrés à Ouagadougou ;
- 62% des titres délivrés sont des autorisations d'implantation d'unités industrielles.

Commentaire :

Le nombre de documents d'investissement délivrés en 2018 diminue de 15,8% par rapport à 2017. En effet, cette situation résulte de la baisse conjuguée de 20,7% du nombre d'autorisations d'implantation d'unités industrielles délivrées, de 27,3% du nombre de constatations de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements ainsi que de la baisse de 19,5% de la délivrance des agréments au code des investissements. Ces baisses tirent leur origine des attaques terroristes enregistrées depuis 2016 dans plusieurs localités du pays. Cependant, on note un accroissement de 45,8% du nombre d'agréments en qualité de distributeurs de produits pétroliers délivrés au cours de l'année par rapport à 2017.

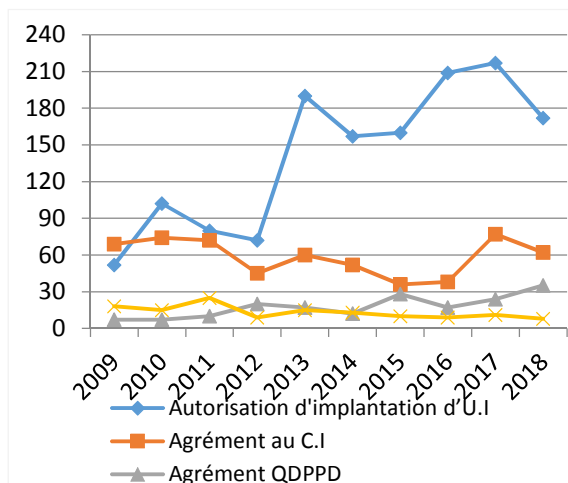
Les autorisations d'implantation d'unités industrielles représentent 62% des titres délivrés, contre 22% pour les agréments au code des investissements et 13% pour les agréments en qualité de distributeurs de produits pétroliers et dérivés. Seules 3% des titres délivrés concernent les constatations de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements.

Source : Direction des guichets uniques du commerce et de l'investissement

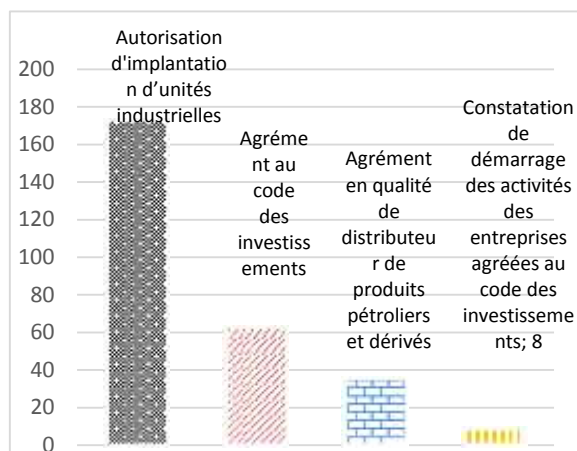
Tableau 12 : Répartition des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou

	Valeurs en 2018	Variation / 2009 (%) 2017 (%)	
Autorisation d'implantation d'unités industrielles	172	230,8	-20,7
Agrément au code des investissements	62	-10,1	-19,5
Agrément en qualité de distributeur de produits pétroliers et dérivés	35	400,0	45,8
Constatation de démarrage des activités des entreprises agréées au code des investissements	8	-55,6	-27,3
Ensemble	277	89,7	-15,8

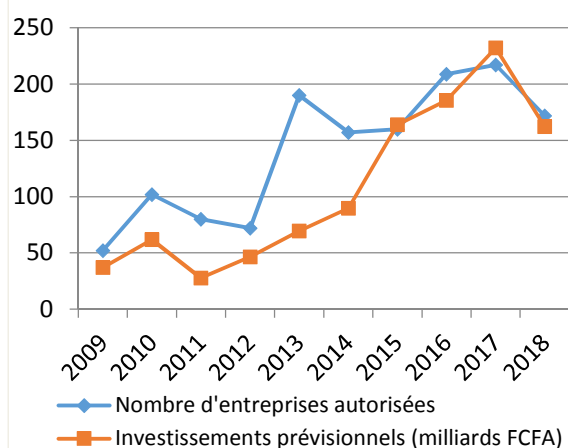
Graphique 43 : Evolution des documents d'investissements délivrés à Ouagadougou



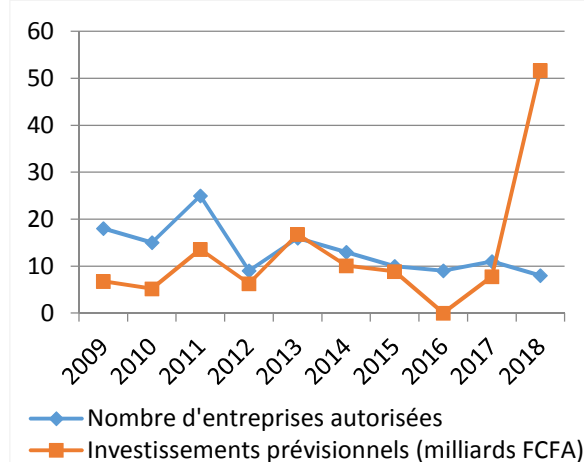
Graphique 44 : Répartition des documents d'investissement délivrés à Ouagadougou en 2018



Graphique 45 : Evolution du nombre d'autorisation d'implantations d'unités industrielles et des investissements prévisionnels



Graphique 46 : Evolution des constatations de démarrage des activités



III.3 Documents de commerce

Points saillants :

- Baisse de 2,2% du nombre de documents de commerce délivrés ;
- Augmentation du nombre d'autorisations spéciales d'exportation et d'attestations d'activité.

Commentaire :

On dénombre 53 239 documents de commerce délivrés en 2018, en baisse de 2,2% comparativement à 2017. Cette situation est la résultante des baisses du nombre de déclarations préalables d'importation, d'autorisations d'exercer le commerce par les étrangers et de certificats d'origine délivrés respectivement de 2,7%, 31,5% et 13,8%, principalement dû à l'insécurité, qui freine les investissements. Cependant, on note que les autorisations spéciales d'exporter et les attestations d'activité délivrées au cours de la même période sont en hausse respectivement de 62,4% et 119%.

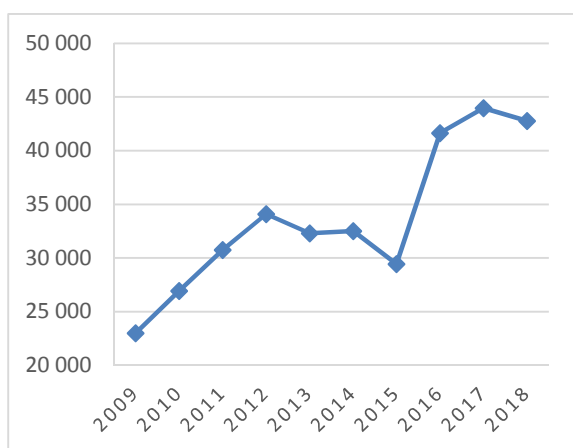
Au total, 42 777 déclarations préalables d'importation, 7 637 cartes professionnelles de commerçants et 1 294 certificats d'origine ont été délivrés en 2018.

<u>Source</u> : Direction des guichets uniques du commerce et de l'investissement
--

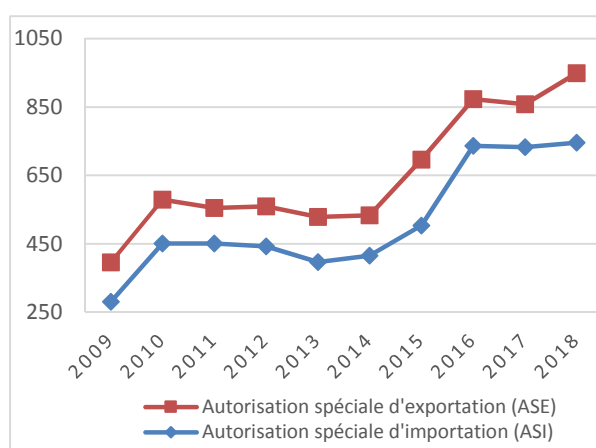
Tableau 13 : Documents de commerce délivrés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso

	Valeurs 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Déclarations préalables d'importation (DPI)	42 777	86,1	-2,7
Autorisation spéciale d'importer (ASI)	746	166,4	1,8
Autorisation spéciale d'exporter (ASE)	203	76,5	62,4
Autorisation d'exercer le commerce par les étrangers (AE)	317	84,3	-31,5
Cartes professionnelles des commerçants (CPC)	7 637	165,3	2,8
Certificats d'origine (CO)	1 294		-13,8
Attestation d'activité (AA)	265		119
Ensemble	53239	101,4	-2,2

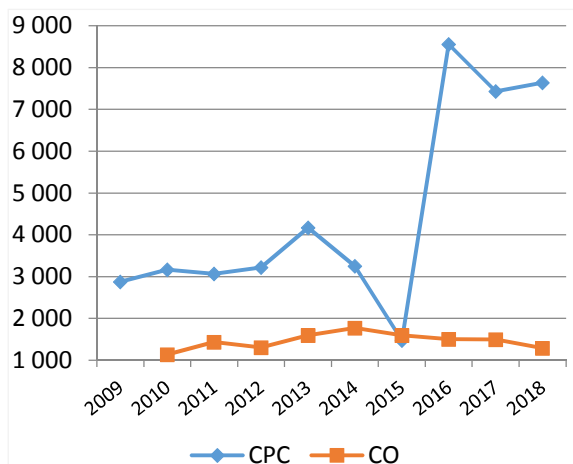
Graphique 47 : Evolution des déclarations préalables d'importation



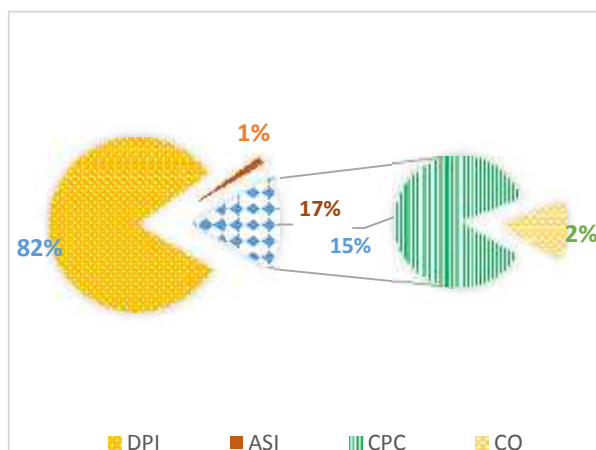
Graphique 48 : Evolution des autorisations spéciales pour le commerce extérieur



Graphique 49 : Evolution de la délivrance des C.P.C et des C.O



Graphique 50 : Répartition des documents de commerce délivrés en 2018



IV. LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

Points saillants :

- Demandes de titres de propriété industrielle adressées à l'OAPI quasi-stationnaire en 2018 ;
- 38% des demandes de titres sont relatives à des noms commerciaux.

Commentaire :

L'année 2018 a connu l'enregistrement de 239 demandes de titres de propriété adressées à l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI). Parmi ces demandes, on dénombre essentiellement 38% de demandes de noms commerciaux, 36% de marques et 19% de recherches d'antériorités. Les demandes de brevet en baisse de 14,3% par rapport à 2017, représentent 2,5% des demandes de titres et dénote un faible niveau de créativité. Les demandes d'enregistrement de marques et celles de recherches d'antériorité augmentent respectivement de 7,5% et 39,4% par rapport à 2017.

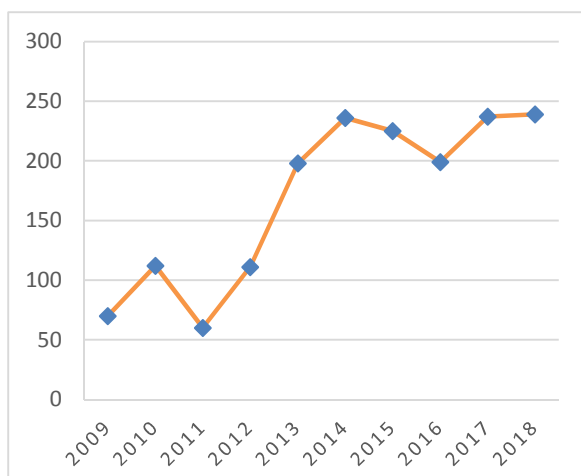
Source : Centre national de la propriété industrielle

Les données concernent uniquement les demandes qui sont passées par le CNPI et ne prennent pas en compte les demandes envoyées à l'OAPI par les mandataires ou les particuliers eux-mêmes. Aussi, elles ne prennent en compte les droits de propriété littéraire et artistique dont le BBDA a la charge au plan national.

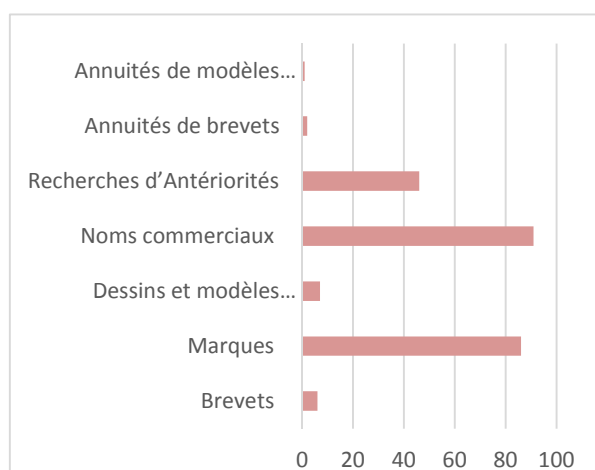
Tableau 14 : Demandes de titres adressées à l'OAPI

	Valeurs 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Brevets	6	20	-14,3
Marques	86	138,9	7,5
Dessins et modèles industriels	7		-46,2
Noms commerciaux	91	213,8	3,4
Modèles d'utilité	0		-100
Renouvellement des marques	0		-100
Recherches d'antériorités	46		39,4
Renouvellement de nom commercial	0		-100
Restauration de marques	0		
Annuité de brevets	2		-60
Annuité Modèles d'utilité	1		-75
Ensemble	239		0,8

Graphique 51 : Evolution de l'ensemble des demandes de titres adressées à l'OAPI en 2018



Graphique 52 : Répartition de l'ensemble des demandes de titres auprès de l'OAPI en 2018



V. LA QUALITE

Points saillants :

- Hausse de 11,6% du nombre de contrôles métrologiques ;
- 64% des activités de l'ABNORM sont relatives à des contrôles métrologiques.

Commentaire :

Au cours de l'année 2018, 5 452 contrôles métrologiques ont été effectués par l'ABNORM, en hausse de 11,6% par rapport 2017. Ces contrôles ont concerné essentiellement les distributeurs routiers (71%) et les bascules romaines (23%). Exception faite des bascules romaines et des doseuses pondérales qui enregistrent moins de contrôles, tous les autres types d'instruments de mesure connaissent un nombre plus élevé en matière de contrôle. En effet, on note des variations à la hausse des contrôles sur les balances électroniques, les distributeurs routiers et les compteurs volumétriques respectivement de 79,2%, 17,1% et 120%.

Au total, 600 contrôles de qualité ont été effectués durant l'année 2018 et sont en hausse de 33,03% par rapport à 2017. Cette hausse est consécutive à l'intensification des contrôles opérés notamment sur les pneumatiques, les matériaux de construction, les huiles de pétrole et les articles et sachets en plastique. Cependant, des baisses sont constatées au niveau du contrôle des bouteilles de gaz (57,14%) et des jouets et articles pour jeux de société (100%).

Concernant les analyses de qualité, une grande partie des activités de l'année 2018 est relative aux matériaux de construction, qui enregistrent une hausse de 26,6% par rapport à 2017.

Par ailleurs, 40 normes sont élaborées et sont relatives aux emballages (14), à l'environnement (16) et aux produits forestiers non ligneux (10).

En définitive, les activités de contrôle ont concerné les contrôles métrologiques (64%), les analyses de qualité (29%) et les contrôles de qualité (7%).

Source : Agence burkinabè de normalisation, de la métrologie et de la qualité

Tableau 15 : Contrôles métrologiques effectués par type d'instruments de mesure

	Valeurs en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Distributeurs routiers	3 887	100,7	17,1
Compteurs volumétriques	88	120	120
Instruments de pesage (basculer romaine)	1 250		-7,4
Balances électroniques	95	-95,5	79,2
Ponts bascules	28	47,4	7,7
Doseuses pondérales	38	-28,3	-45,7
Masses	66	4,8	164
Ensemble	5 452	28,9	11,6

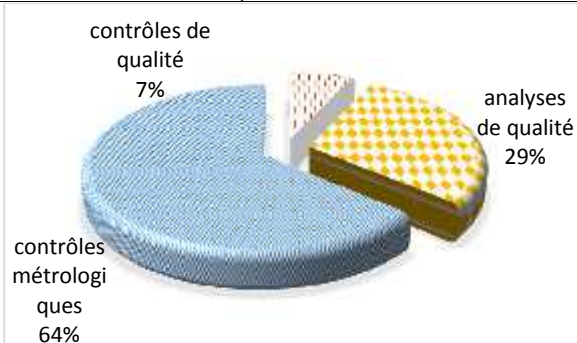
Tableau 16 : Contrôles de qualité effectués par type de produits

	Valeurs 2018	Variation / 2010 (%)	Variation / 2017 (%)
Pneumatiques	50	177,8	900
Matériaux de construction	116	39,8	9,4
Bouteilles de gaz	21	-12,5	-57,1
Carbure	0	-100	-100
Piles électriques	8		700
Sachets en plastique et vaisselles, articles de ménage, d'hygiène ou de toilette en plastique	184	493,5	145,3
Huile de pétrole	221	50,3	6,8
Tissus	0	-100	-100
Appareils et instruments de pesage et de mesurage	0	-100	-100
Jouets et articles pour jeux de société	0	-100	-100
Ensemble	600	90,5	33

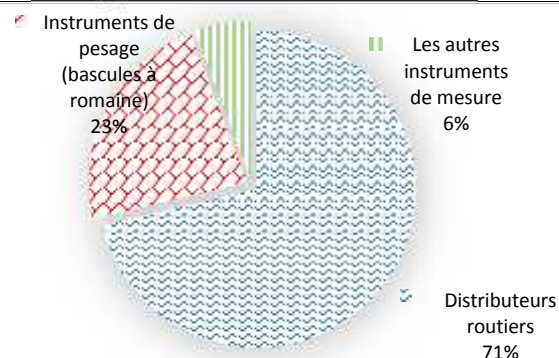
Tableau 17 : Analyses de qualité effectuées par type de produits

	Valeurs 2018	Variation /	
		2009 (%)	2017 (%)
Pneumatiques	93	200	-23,1
Matériaux de construction	1 711	105,6	26,6
Bouteilles de gaz	23	21,1	-58,9
Carbure	1	-85,7	0
Piles électriques	3		200
Sachets en plastique et vaisselles, articles de ménage, d'hygiène ou de toilette en plastique	345	563,5	-15
Huile de pétrole	275	78,6	-32,6
Tissus	21	-93,6	-81,9
Appareils et instruments de pesage et de mesurage	6	-87,8	-82,4
Jouets et articles pour jeux de société	13	333,3	-13,3
Ensemble	2 491	68,9	-0,8

Graphique 53 : Répartition des opérations de contrôles réalisées par l'ABNORM en 2018



Graphique 54 : Répartition des contrôles métrologiques effectués en 2018



VI. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

VI.1 Les entreprises industrielles enregistrées au répertoire de la Direction Générale du développement Industriel (DGDI)

Points saillants :

- Amélioration des principaux indicateurs de gestion des entreprises industrielles en 2015

Commentaire :

Les variables de gestion des entreprises industrielles, ont connu dans leur majorité une évolution à la hausse au cours de l'exercice 2015. En effet, la production des entreprises a atteint 601,901 milliards de FCFA, en hausse de 70,3% comparativement à l'exercice 2014. Elle est consécutive à l'augmentation de la consommation de matières premières (24,1%), de produits pétroliers (24,5%) et d'électricité (125,7%). Corrélativement à l'augmentation de la production, la masse salariale enregistre une hausse de 14,6% alors que les effectifs employés sont en baisse de 6,5% au cours du même exercice.

En matière de production, la branche « textile » demeure leader en matière de production avec une valeur enregistrée de 231,073 milliards de FCFA en 2015. Elle est suivie par les branches « énergie » et « boisson » avec respectivement une production de 141,298 milliards de FCFA et 74,99 milliards de FCFA.

En matière de chiffre d'affaires, avec une réalisation de 139,472 milliards de FCFA la branche « énergie » est leader du top 5, suivie de la branche « boisson » (108,458 milliards de FCFA).

Avec une consommation de 67,883 milliards de FCFA de produits pétroliers en 2015, la branche « énergie » détient la palme d'or, elle est suivie du « textile » et de la « boisson » respectivement avec 14,287 milliards de FCFA et 3,406 milliards de FCFA.

En termes de consommation en électricité, la branche « construction métallique » constitue la plus énergétivore (11,703 milliards de FCFA), suivie de la branche « industrie extractive » (4,787 milliards de FCFA) et du « textile » (4,784 milliards de FCFA), elle-même première pourvoyeuse d'emplois (1 654 employés) mais aussi en matière de masse salariale, soit 17,289 milliards de FCFA.

Source : Direction générale du développement industriel (DGDI)

L'enquête industrielle de la DGDI est réalisée annuellement auprès des entreprises industrielles du Burkina Faso. Elle couvre toutes les régions du pays. Cependant, plusieurs entreprises ne se prêtent pas à l'exercice, bien que sensibilisées.

Tableau 18 : Top 5 des entreprises industrielles en termes d'effectifs selon la branche d'activité en 2015			Tableau 19 : Top 5 de la production des entreprises industrielles en 2015 selon la branche d'activité (en millions de F CFA)			
Classement	Branche d'activité	Effectifs	Classement	Branche d'activité	Production	
1er	Textile	1 654	1er	Textile	231 073	
2	Energie	1 603	2	Energie	141 298	
3	Agroalimentaire	1 592	3	Boisson	74 999	
4	Construction métallique	850	4	Industries extractives	59 524	
5	Boisson	652	5	Construction métallique	36 196	
Tableau 20 : Top 5 en terme de chiffre d'affaires des entreprises industrielles en 2015 selon la branche d'activité (en millions de F CFA)			Tableau 21 : Top 5 de la consommation en matières premières des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2015 (en millions de F CFA)			
Classement	Branche d'activité	Production	Classement	Branche d'activité	Production	
1er	Energie	139 472	1er	Energie	139 472	
2	Boisson	108 458	2	Textile	80 320	
3	Industrie extractive	70 702	3	Industrie extractive	50 790	
4	Agroalimentaire	62 081	4	Construction métallique	36 102	
5	Construction métallique	59 209	5	Agroalimentaire	17 055	
Tableau 22 : Top 5 de la consommation en produits pétroliers des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2015 (en millions de F CFA)			Tableau 23 : Top 5 de la consommation en électricité des entreprises industrielles selon la branche d'activité en 2015 (en millions de F CFA)			
Classement	Branche d'activité	Production	Classement	Branche d'activité	Production	
1er	Energie	67 883	1er	Construction Mécanique	11 703	
2	Textile	14 287	2	Industrie extractive	4 787	
3	Boisson	3 406	3	Textile	4 784	
4	Autres industries	1 962	4	Boisson	2 117	
5	Agroalimentaire	1 197	5	Agroalimentaire	850	
Tableau 24 : Top 5 des entreprises industrielles en termes de masse salariale selon la branche d'activité en 2015 (en millions de F CFA)			Tableau 25 : Evolution des variables de gestion des entreprises industrielles (en millions de F CFA)			
Classement	Branche d'activité	Production		Valeur en 2015	Variation / 2007 (%)	Variation / 2014 (%)
1er	Textile	17 289	Production	601 901	39	70,3
2	Energie	16 089	Masse salariale	49 686	32,9	14,6
3	Agroalimentaire	5 143	Chiffre d'affaires	526 638	0,9	-20,4
4	Boisson	4 519	Consommation matières premières	351 622	59,4	24,1
5	Construction métallique	1 985	Consommation des produits pétroliers	89 496	128,6	24,5
			Consommation électricité	25 650	134,9	125,7
			Effectif employé	8 151	-12,6	-6,5

VI.2 L'Indice harmonisé de la production industrielle

Points saillants :

- Evolution en dents de scie de l'IHPI ;
- Croissance en glissement annuel de l'indice des industries extractives.

Commentaire :

Au cours de l'année 2018, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) a évolué en dents de scie sur les quatre trimestres. D'un niveau d'indice de 166,8 au premier trimestre, l'IHPI table à un niveau d'indice de 170 au dernier trimestre de l'année. En terme de glissement annuel, le troisième trimestre affiche une baisse de 1,9% par rapport à l'année 2017 tandis que la plus forte croissance, soit 10,5% est enregistrée au quatrième trimestre.

L'indice de production des industries extractives enregistre tout comme l'IHPI, une évolution en dents de scie. Il passe d'un niveau d'indice de 1 517,6 au premier trimestre à 2 069,9 au dernier trimestre, soit 36,4% de croissance. En glissement annuel, cet indice affiche une croissance sur chacun des trimestres ; la plus forte hausse (74,2%) étant enregistrée au dernier trimestre de l'année 2018.

Comparativement à l'année 2017, certaines branches d'activités connaissent des évolutions à la baisse de leurs indices en 2018, il s'agit entre autres des « industries du textile et du cuir », des « industries métalliques » et celles de « l'électricité, gaz et eau ».

Indices calculés : Indices de Laspeyres de volume

Nomenclatures : NAEMA, NOPEMA

Année de base : 2007

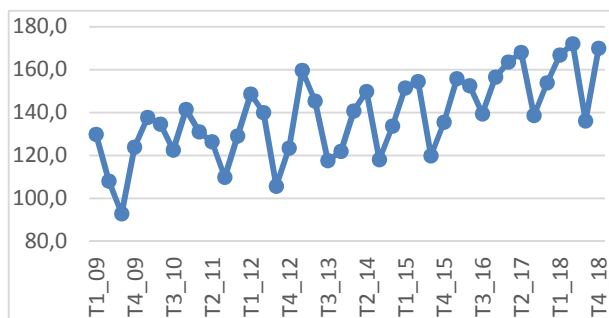
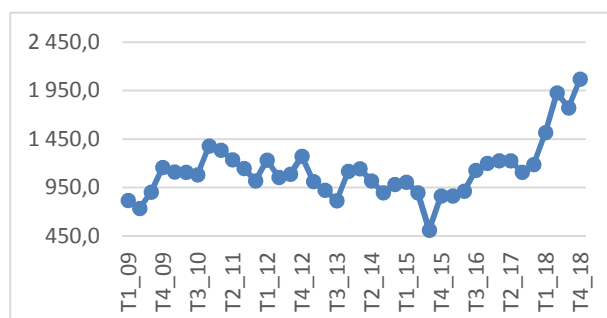
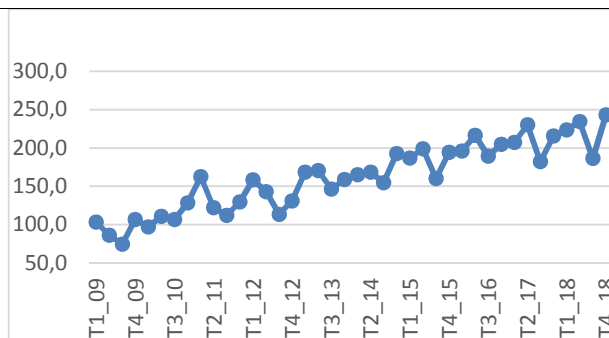
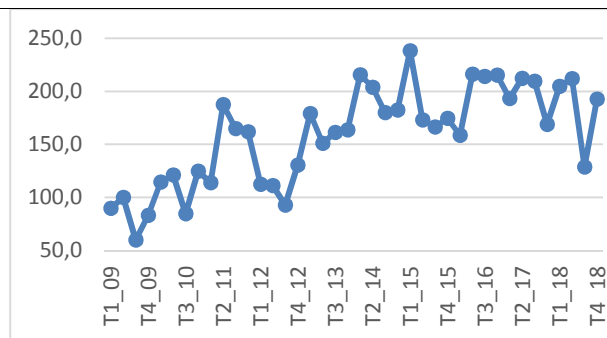
Champs couvert : entreprises industrielles exerçant au Burkina Faso

Echantillon : 56 entreprises et 86 produits-entreprises

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 26 : Evolution de l'indice trimestriel de production industrielle par type d'industries

	Pondération	2018				Glissement annuel (%)			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Industries extractives	111,5	1517,6	1926,5	1 772,6	2 069,9	23,7	56,9	59,9	74,2
Industries alimentaires et de tabac	3 180,7	223,5	234,6	186,6	243,5	7,8	1,8	2,3	12,9
Industries textiles et du cuir	1 300,7	90	20,6	12,1	38,5	-17,4	-29,5	-12,3	-30,8
Industries du bois et meubles	1,4	7	7	7	7,04	-33,3	0,0	0,0	0,6
Industries du papier, carton et édition	77	204,9	212,1	128,7	192,7	6,0	-0,1	-38,6	14,1
Industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques	364,5	75,9	77,7	42,3	60,6	-6,8	12,8	-61,1	-23,3
Industries du verre, de la céramique	1 324,8	27,6	28,6	26,2	24,5	10,8	-1,4	-20,6	-2,2
Industries métalliques	1 186,4	96,9	111,6	136,8	140,4	-32,2	-27,5	-2,8	44,6
Autres industries de fabrication	335,5	179	178,6	168,7	169,4	-14,5	30,4	-6,2	-5,9
Electricité, gaz et eau	2 117,6	196,2	216	130,1	166,2	9,3	-1,3	-18,6	-15,8
Ensemble industries	10 000	166,8	172	136,1	170	2,0	2,4	-1,9	10,5

Graphique 55 : Indice global de production industrielle (base 100 en 2007)Graphique 56 : Evolution de l'indice de production des industries extractives (base 100 en 2007)Graphique 57 : Evolution de l'indice de production des industries alimentaires et tabac (base 100 en 2007)Graphique 58 : Evolution de l'indice de production des industries du papier (base 100 en 2007)

VII. COMMERCE

VII.1 Le commerce extérieur

Points saillants :

- Dégradation de 6,1% du déficit commercial du Burkina ;
- Légère amélioration du taux de couverture de la balance commerciale.

Commentaire :

Tout comme les années antérieures, en 2018, les importations du Burkina demeurent supérieures aux exportations. En effet, les importations enregistrent une augmentation de 7,0% et s'établissent à 2 393,04 milliards de F CFA en 2018 contre 2 236,3 milliards de F CFA l'année précédente. Quant aux exportations, elles haussent de 7,3% et s'établissent à 1 798,2 milliards de F CFA en 2018 contre 1 675,6 milliards de F CFA en 2017. Il en ressort une balance commerciale déficitaire avec un déficit qui s'est accentué de 6,1% par rapport à 2017, soit -594,8 milliards de F CFA.

L'évolution des importations sur les dix dernières années présente une forte croissance jusqu'en 2013 ; suivie d'un fléchissement en 2014. Cependant, la reprise de la croissance se manifeste dès 2015, le pic de cette évolution est atteint en 2018 avec 2 393,04 milliards de F CFA. Les exportations quant à elles, évoluent avec une tendance haussière sur la période 2009-2018. Le taux d'accroissement moyen annuel des importations sur la période est de 9,4% contre 15,89% en ce qui concerne les exportations.

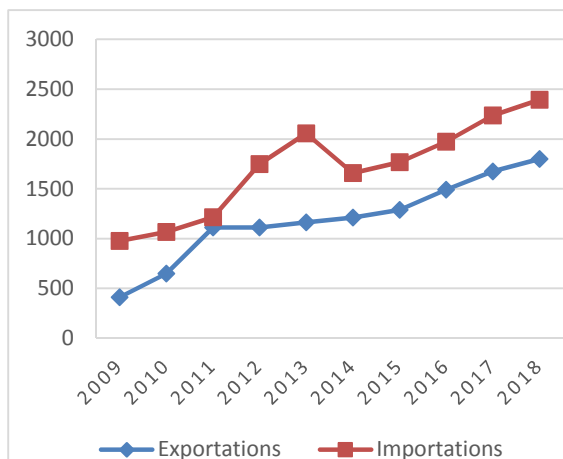
Le taux de couverture de la balance commerciale connaît une amélioration depuis 2013. Sur la période 2009-2018, la meilleure couverture est observée en 2011 soit 91,5%.

<u>Source</u> : Institut national de la statistique et de la démographie

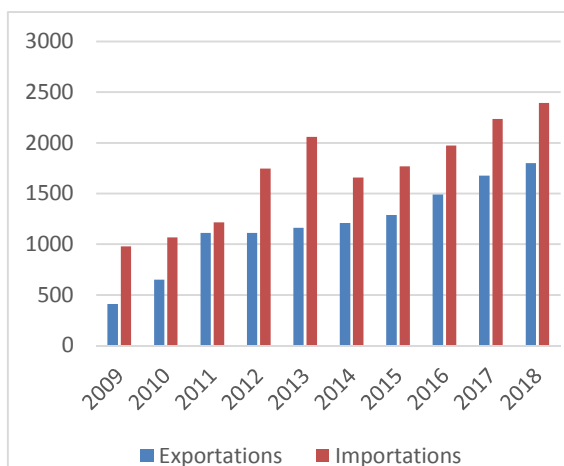
Tableau 27 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de FCFA)

	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Exportations	1 798,20	337	7,3
Importations	2 393,04	144,9	7
Balance commerciale	-594,8	5,2	6,1

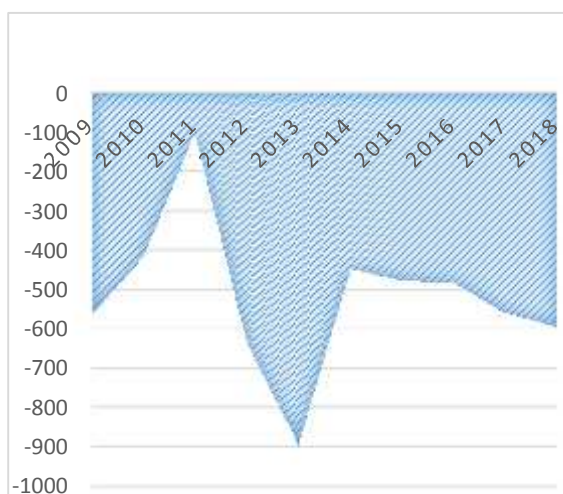
Graphique 59 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)



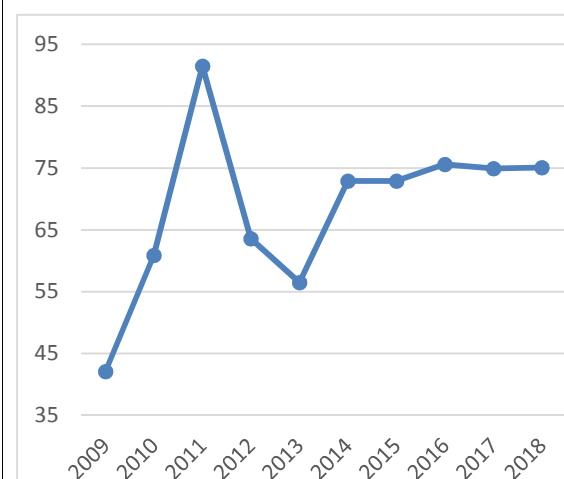
Graphique 60 : Evolution des importations et des exportations (en milliards de F CFA)



Graphique 61 : Evolution de la balance commerciale (en milliards de F CFA)



Graphique 62 : Evolution du taux de couverture de la balance commerciale (en %)



i. Principaux produits exportés

Points saillants :

- L'or demeure le premier produit d'exportation du Burkina Faso ;
- Baisse de 26,4% de la production de coton ;
- La Suisse, Singapour et le Niger sont les principales destinations des produits burkinabè.

Commentaires :

En 2018, les exportations totales du Burkina Faso se chiffrent à 1 798,2 milliards de F CFA, en hausse de 7,3 % par rapport à 2017. L'or et les alliages d'or à usage non monétaire demeurent le premier produit d'exportation du pays. Sa valeur est estimée à 1 190,7 milliards de F CFA en 2018 et enregistre une hausse de 9,7 % par rapport à 2017. En valeur, les exportations d'or représentent 66,2% des exportations totales en 2018. Le Burkina Faso a produit 51,63 tonnes d'or métal en 2018 contre 46,4 tonnes en 2017, soit une hausse de 11,3%.

Le coton, second produit d'exportation du Burkina, a représenté 9,8% des recettes totales d'exportation en 2018 avec une valeur de 177 milliards de F CFA, en baisse de 9,4% par rapport 2017. On note une baisse de 26,4% de la production de coton en masse sur la période.

Le zinc enregistre une production soutenue depuis quelques années et passe de 176,8 milliers de tonnes en 2017 à 201,6 milliers tonnes en 2018, en hausse de 14,03% avec des recettes évaluées à 103,7 milliards de F CFA. Les graines de sésame et les noix de cajou quant à elles enregistrent une hausse de leurs productions par rapport 2017, soit respectivement 40,9% et 18,24%. Les productions sont estimées à 163,6 milliers de tonnes en ce qui concerne les graines de sésame contre 129 milliers de tonnes pour les noix de cajou.

Les principales destinations des produits made in Burkina en 2018 sont l'Europe et l'Asie avec respectivement 1 088,5 milliards de F CFA et 460,6 milliards de F CFA. Les exportations en direction du continent africain haussent de 12,8% par rapport à 2017 et sont estimées à 236,5 milliards de F CFA avec le Niger comme destination principale. Plus spécifiquement, les produits du Burkina ont pour destination finale la Suisse, le Niger, Singapour, la Côte d'Ivoire et la France.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 28 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards de F CFA)

	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)	% des exportations en 2018
Or et alliages d'or à usage non monétaire	1 190,7	525,7	9,7	66,2
Coton (non compris les linters) en masse	177	50,9	-9,4	9,8
Graines de sésame	71,1	217,4	20,5	4
Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	117,1	8 907,70	17,5	6,5
Zinc	103,7		8,2	5,8
Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	23,2	286,7	28,9	1,3
Total des exportations	1 798,2	337	7,3	100

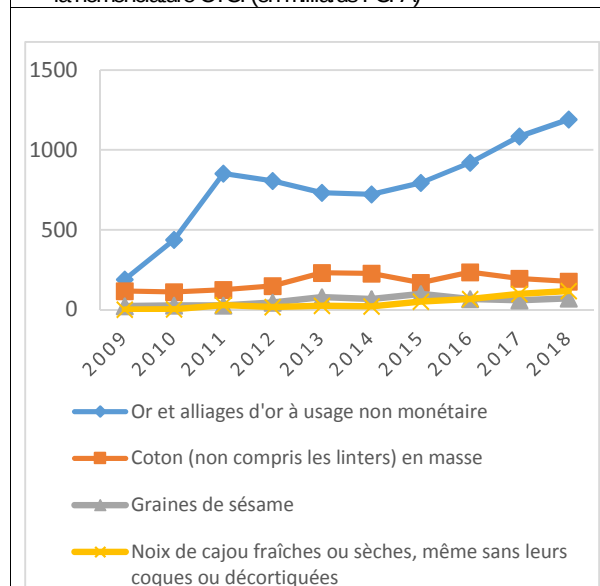
Tableau 29 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliers de tonnes)

	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Coton (non compris les linters) en masse	197,7	2,1	-12,5
Graines de sésame	163,6	231,2	40,9
Zinc	201,6		14,0
Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	117,6	88,8	-56,4
Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	129	1 152,4	18,2
Graines de coton	0,3	-25	-93,02

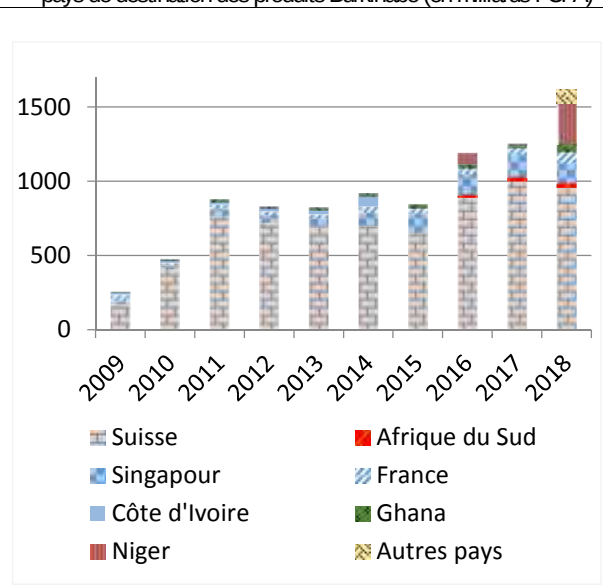
Tableau 30 : Evolution des exportations par continent (en milliards FCFA)

	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Afrique	236,5	270,1	12,8
Amérique	12,6	-45,2	394,1
Asie	460,6	632,3	23,1
Europe	1 088,5	315,9	3,0
Océanie	0,1		233,3
Ensemble	1 798,3	337,0	9,5

Graphique 63 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)



Graphique 64 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination des produits Burkinabè (en milliards FCFA)



ii. Principaux produits importés

Points saillants :

- Les huiles lubrifiantes constituent le premier produit d'importation ;
- Augmentation de 62% du volume de brisures de riz importées ;
- La Suisse est le premier partenaire commercial du Burkina Faso.

Commentaire :

D'une valeur globale de 2 393,04 milliards de F CFA en 2018, les importations du Burkina sont en hausse de 7,0% par rapport à 2017. Les différents produits importés enregistrent une hausse de leur valeur en général. En effet, elles atteignent 33,5% pour les huiles lubrifiantes, 51,1% en ce qui concerne les voitures automobiles, les brisures de riz 52,9%, les ciments hydrauliques 51,3% et les motocycles 113,7%. Par contre, les appareils électriques pour la téléphonie affichent une baisse de 18,7%, les engrais 23,6% et les tabacs fabriqués, extraits ou sauces de tabac baissent de 16,1%.

En valeurs métriques, on note une augmentation de 62,0% des quantités de brisures de riz importées par rapport à 2017, soit une importation de 384 200 tonnes en 2018. On enregistre également une augmentation des importations d'huiles de palme de 39,1% et celles de sucres raffinés de 9,3% en 2018. Par contre, sur la même période, les importations de ciments hydrauliques estimées à 1444 700 tonnes sont en baisse de 14,1% par rapport à 2017.

Le continent européen est le premier partenaire commercial du Burkina en 2018 ; les importations se chiffrent à 774,1 milliards de F CFA et sont en hausse de 1,7% par rapport à 2017. Le continent asiatique vient en deuxième position avec 745,4 milliards de F CFA et affiche une hausse de 14,6% par rapport à 2017. Les échanges commerciaux avec les autres pays de l'Afrique, en hausse de 10,5 % par rapport à 2017, atteignent 638,3 milliards de FCFA. Les produits importés proviennent essentiellement de la Suisse (957 milliards de F CFA), de l'Inde (278,7 milliards de F CFA), Singapour (139,7 milliards de F CFA), la Côte d'Ivoire (114,2 milliards de F CFA), de la France (71,9 milliards de F CFA) et du Ghana (55,7 milliards de F CFA).

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Tableau 31 : Evolution des principaux produits importés (en milliards FCFA)

	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)	% importations en 2018
Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	539,7	174	33,5	22,6
Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	101,5	153,1	100,6	4,2
Ciments hydrauliques	70,5	115,6	51,3	2,9
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	72,7	101,9	51,1	3
Appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie par fil	31,2	246,7	113,7	1,3
Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	29,6	63,5	-18,7	1,2
Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants: azote, phosphore	31,7	128,1	-23,6	1,3
Brisures de riz	49,7	336	52,9	2,1
Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser) extrait ou sauces de tabac	26,5	63,6	-16,1	1,1
Total des importations	2 393,04	144,9	7	100

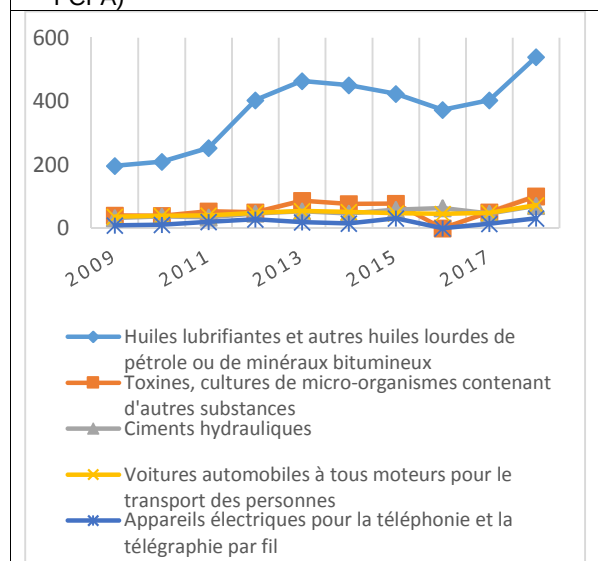
Tableau 32 : Evolution des importations des produits de grande consommation (en milliers de tonnes)

	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Brisures de riz	384,2	308,7	62,0
Farine de froment ou de méteil	64,1	182,4	1,9
Huiles de palme	94,7	231,1	39,9
Ciments hydrauliques	1 444,70	122,9	-14,1
Sucres raffinés et autres produits du raffinage du sucre ou betterave bruts, sol	121,4	397,5	9,3

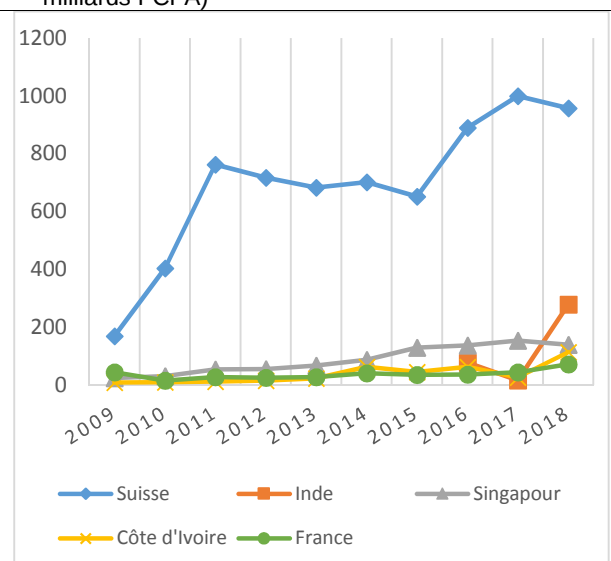
Tableau 33 : Evolution des importations par continent (en milliards FCFA)

	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Afrique	638,3	120,1	10,5
Amérique	202,7	109,2	-5,9
Asie	745,4	198,5	14,6
Europe	774,1	132,0	1,7
Océanie	32,5	385,1	3,5
Ensemble	2393,0	144,9	7,0

Graphique 65 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCL (en milliards FCFA)



Graphique 66 : Evolution des importations selon les principaux pays de provenance des produits (en milliards FCFA)



VII.2 Le commerce intérieur

i. Prix de détail de produits sur quelques marchés

Point saillant :

- Hausse généralisée des prix moyens des principales céréales locales sur les différents marchés.

Commentaire :

Le prix moyen du sorgho blanc augmente en 2018, variant entre 14,4% et 23,8% sur les différents marchés. A Dori, le kilogramme de cette denrée se vend à 255 F CFA, contre 233 F CFA à Ouagadougou, 207 F CFA à Bobo-Dioulasso et 204 F CFA à Banfora. Sur les dix dernières années, le prix moyen du sorgho blanc dans les différents marchés enregistre une évolution en dents de scie ; les marchés des villes de Ouagadougou et de Dori affichent les prix les plus élevés.

En ce qui concerne le mil, le prix moyen de cette céréale a connu également une augmentation sur l'ensemble des marchés au cours de l'année 2018. La plus forte hausse est enregistrée à Dori, soit 9,4% et la plus faible à Bobo-Dioulasso (4,1%). Le prix moyen du mil à Ouagadougou est de 254 F CFA le Kg, 292 F CFA à Dori et 252 FCFA à Bobo-Dioulasso. Tout comme le sorgho blanc, le prix moyen du mil évolue en dents de scie au cours de la décade (2009-2018), ce sur les différents marchés. Depuis 2014, les marchés de la ville de Dori affichent les prix les plus élevés.

A l'instar des autres céréales, le prix moyen du maïs blanc hausse sur l'ensemble des marchés au cours de l'année 2018. En effet, ses hausses varient entre 2,9% et 17% par rapport à l'année 2017. A Dori, le prix moyen du kilogramme de maïs blanc est de 234 F CFA contre 186 F CFA à Fada N'Gourma et 174 F CFA à Ouagadougou. Au cours de la décade 2009-2018, les marchés de Dori affichent toujours les prix les plus élevés.

Le prix moyen du riz importé 25% brisures connaît des variations diverses sur les différents marchés en 2018. A Djibasso, une augmentation de 10,6% du prix moyen est enregistrée et le kilogramme de riz vendu à 416 F CFA, contre 396 F CFA à Ouagadougou et 389 F CFA à Bobo-Dioulasso (en baisses respectives de 1,2% et 0,3%).

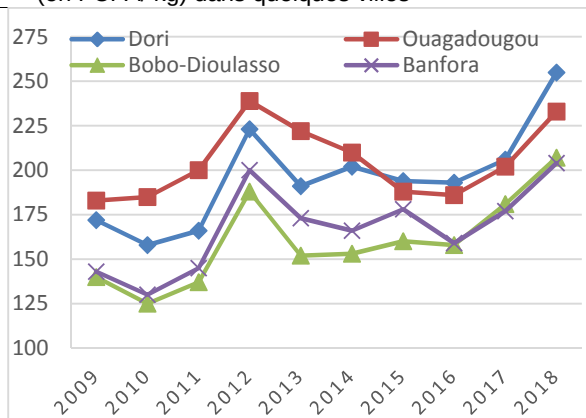
Source : Institut national de la statistique et de la démographie

Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire

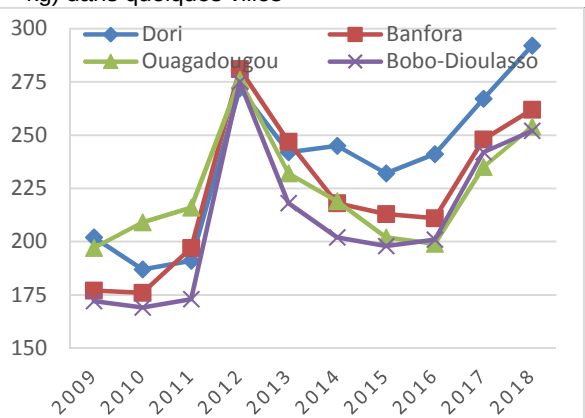
Tableau 34 : Evolution des prix moyens annuels à la consommation des céréales (en FCFA/kg) dans quelques villes

	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Sorgho blanc			
Dori	255	48,3	23,8
Ouagadougou	233	27,3	15,3
Bobo-Dioulasso	207	47,9	14,4
Banfora	204	42,7	15,3
Mil			
Dori	292	44,6	9,4
Banfora	262	48,0	5,6
Ouagadougou	254	28,9	8,1
Bobo-Dioulasso	252	46,5	4,1
Mais blanc			
Dori	234	28,6	17
Fada N’Gourma	186	20	14,8
Manga	176	14,3	2,9
Ouagadougou	174	4,8	10,1
Riz importé			
Djibasso	416,0	2,2	10,6
Ouagadougou	396,0	-5,9	-1,2
Léo	393,0	-5,8	0,0
Bobo-Dioulasso	389,0	-0,3	-0,3

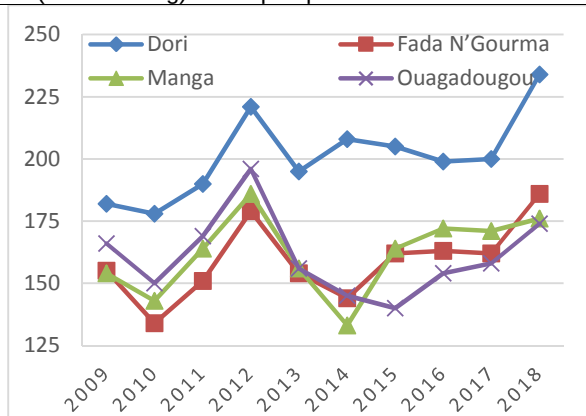
Graphique 67 : Evolution des prix du sorgho blanc (en FCFA/ kg) dans quelques villes



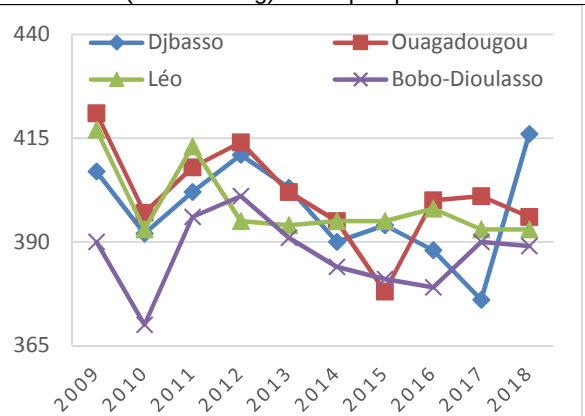
Graphique 68 : Evolution des prix du mil (en FCFA/ kg) dans quelques villes



Graphique 69 : Evolution des prix du maïs blanc (en FCFA/ kg) dans quelques villes



Graphique 70 : Evolution des prix du riz importé 25% brisures (en FCFA/ kg) dans quelques villes



ii. *Prix de bétail sur quelques marchés*

Points saillants :

- Hausse du prix moyen du taurillon/génisse sur les différents marchés, excepté à Kaya ;
- Hausse du prix moyen du bélier mossi sur les différents marchés, excepté à Bobo-Dioulasso.

Commentaire :

Au cours de l'année 2018, les prix moyens du bétail ont enregistré des variations diverses suivant les marchés. En ce qui concerne le Taurillon/génisse, les prix moyens annuels ont connu des évolutions à la hausse comparativement à 2017 sur la plupart des marchés. Seule la ville de Kaya enregistre une baisse de prix de 1% avec un prix moyen de 177 700 F CFA. Pour le taureau/bœuf, la ville de Pouytenga enregistre la plus forte baisse de prix (7,7%) alors que la celle de Kaya connaît la plus forte hausse (7,5%) avec des prix respectifs de 344 100 FCFA et 328 800 FCFA.

Dans les principaux marchés de bétail, une évolution à la hausse du prix moyen du bélier mossi a été constatée, à l'exception du marché de Bobo-Dioulasso qui enregistre une légère baisse (0,7%) au cours de l'année 2018. Les prix moyens affichés ont fluctué entre 43 300 F CFA et 74 000 F CFA suivant les localités.

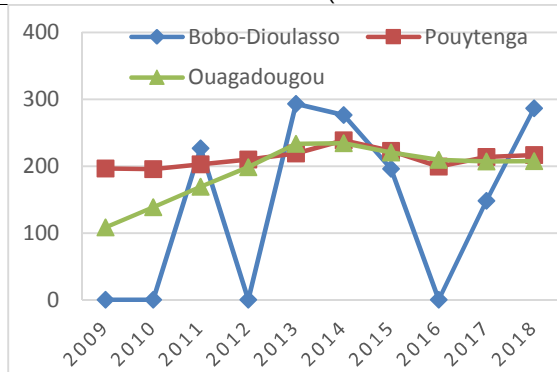
Les villes de Fada N'Gourma, Kaya et Pouytenga ont chacune enregistré une baisse du prix de la chèvre mossi en bon état, ce par rapport à 2017. Cette baisse est de l'ordre de 0,8% à Fada N'Gourma, 2,3% à Kaya et 9,1% à Pouytenga. Par contre, on note, une légère augmentation du prix de ce bétail à Ouagadougou (2,0%) et à Youba (1,3%). Les prix moyens de l'espèce suivant les différents marchés sont compris entre 21 200 F CFA et 30 000 F CFA.

Source : Ministère des ressources animales et halieutiques

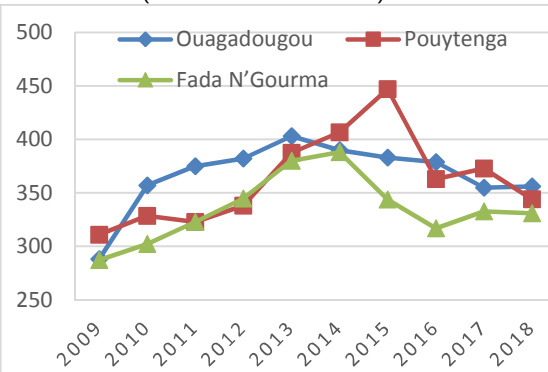
Tableau 35 : Evolution des prix moyens annuels de quelques espèces d'animaux en bon état (en milliers de FCFA/tête) dans quelques marchés

Espèces/Marché	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Taurillon/ Génisse			
Bobo-Dioulasso	286,7		93,7
Pouytenga	216,8	10,4	1,4
Ouagadougou	207,4	91	0
Kaya	177,7	-1,8	-1
Fada N'Gourma	151,1	34,3	2,7
Taureau/bœuf bon état			
Bobo-Dioulasso	298,3	30,2	-0,6
Fada N'Gourma	331	15,3	-0,5
Kaya	328,8	10,9	7,5
Ouagadougou	356	23,6	0,3
Pouytenga	344,1	10,6	-7,7
Bélier mossi			
Bobo-Dioulasso	43,3	61,6	-0,7
Fada N'Gourma	58,9	113,4	4,1
Kaya	44,6	28,5	3,7
Ouagadougou	74,0	94,7	7,6
Pouytenga	65,2	97,6	12,4
Chèvre mossi			
Bobo-Dioulasso	23,4	61,4	0
Fada N'Gourma	24,4	71,8	-0,8
Kaya	21,2	28,5	-2,3
Ouagadougou	25,3	11	2
Pouytenga	30	115,8	-9,1

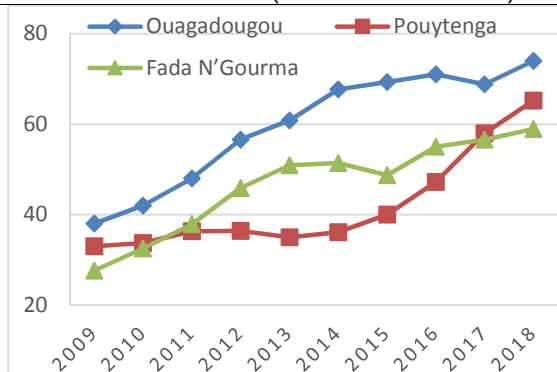
Graphique 71 : Evolution des prix moyens annuels du Taurillon/ Génisse en bon état (en milliers de FCFA/tête)



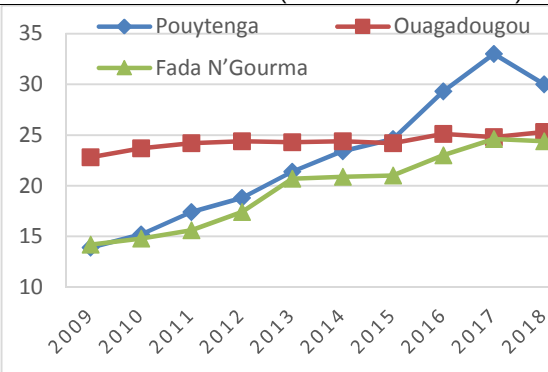
Graphique 72 : Evolution des prix annuels du Taureau/bœuf en bon état (en milliers de FCFA/tête)



Graphique 73 : Evolution des prix moyens annuels du Bélier mossi en bon état (en milliers de FCFA/tête)



Graphique 74 : Evolution des prix moyens annuels de la Chèvre mossi en bon état (en milliers de FCFA/tête)



iii. Prix des hydrocarbures

Points saillants :

- Hausse des prix de vente à la pompe des hydrocarbures liquides ;
- Stabilisation du prix de vente du gaz butane depuis 2013.

Commentaire :

Les prix de vente à la pompe des hydrocarbures liquides enregistrent une variation à la hausse au cours de l'année 2018, ce comparativement à 2017. En effet, ces variations sont comprises en 4 et 4,8%. A Ouagadougou, le Super 91 enregistre une hausse de 4,2% de son prix et vendu à un prix moyen de 627 F CFA le litre. Le gasoil et l'essence mélange affichent respectivement des prix moyens de 551 F CFA et 635 F CFA le litre. Le gaz butane n'a pas connu une variation de prix entre 2017 et 2018 ; la bouteille de 6 kilogrammes s'échangeant à 2000 F CFA contre 5000 F CFA pour celle de 12,5 kilogrammes.

Sur la période 2011-2018, les prix moyens des hydrocarbures liquides ont évolué en dents de scie. On note des baisses du prix moyen du Super 91, du gasoil et de l'essence mélange respectivement de 8,1%, 9,1% et 8%. Par contre, sur la même période, une hausse de 8,5% du prix moyen de pétrole est enregistrée. Quant au gaz butane, après une hausse de prix entre 2012 et 2013, les prix moyens restent stables ; le gaz butane faisant partie des produits dont le prix de vente est subventionné.

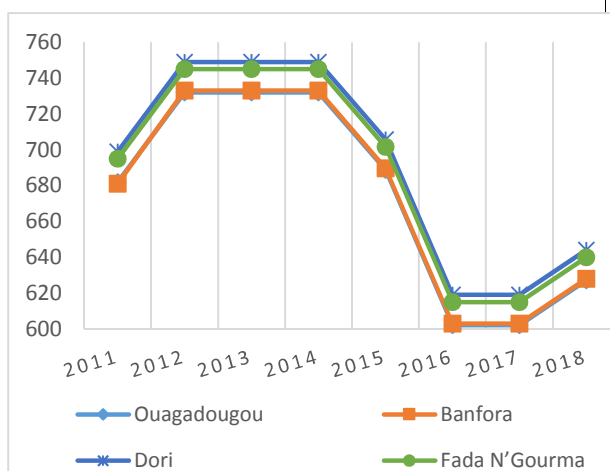
En ce qui concerne les prix des hydrocarbures dans les autres localités du pays, un différentiel lié au transport est ajouté aux prix de vente à la pompe à Ouagadougou ou à Bobo-Dioulasso, ce en fonction de la distance qui les y sépare.

Source : Société nationale Burkinabè d'hydrocarbures

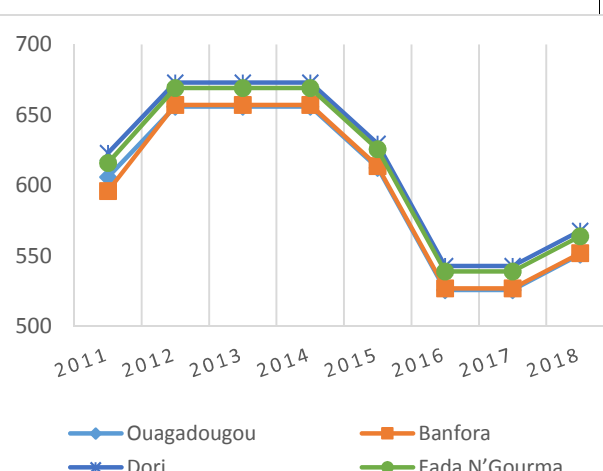
Tableau 36 : Variation du prix de vente à la pompe du litre d'hydrocarbures à Ouagadougou en FCFA

	Valeur en 2018	Variation/ 2011 (%)	Variation/ 2017 (%)
Super 91	627	-8,1	4,2
Pétrole	499	8,5	4,0
Gasoil	551	-9,1	4,8
Mélange	635	-8,0	4,1
Gaz (6kg)	2000	28,2	0,0
Gaz (12,5kg)	5000	25,0	0,0

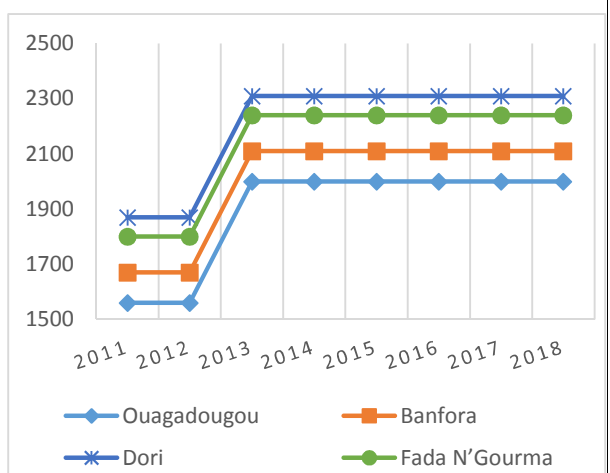
Graphique 75 : Evolution des prix de vente du super 91 dans quelques villes (en FCFA/litre)



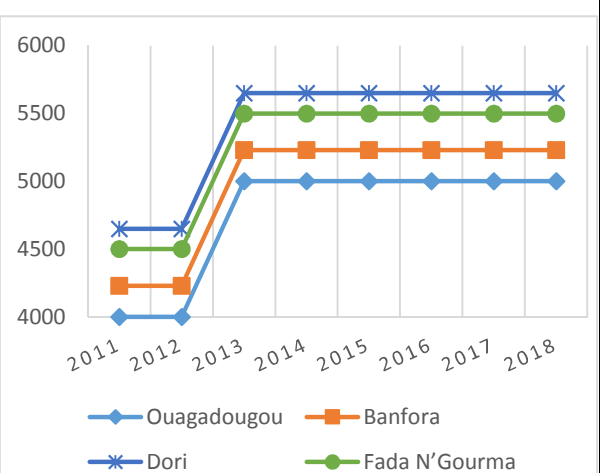
Graphique 76 : Evolution du prix de vente du gasoil dans quelques villes (en FCFA/litre)



Graphique 77 : Evolution des prix de vente du gaz butane (6kg) dans quelques villes en FCFA



Graphique 78 : Evolution des prix de vente du gaz butane (12,5kg) dans quelques villes en FCFA



iv. *Indice harmonisé des prix à la consommation*

Points saillants :

- Baisse de 2,6% du niveau général des prix des produits ;
- Forte baisse des tarifs de restaurants et hôtels.

Commentaire :

L'évolution en dents de scie de l'IHPC constatée depuis une décennie s'est poursuivie en 2018. En effet, l'année 2018 enregistre une baisse du niveau général des prix de l'ordre de 2,6% contrairement à 2017 où il y a eu une hausse de 4%. Cette évolution est consécutive à la baisse des prix des hydrocarbures intervenue courant l'année 2018 et ayant entraîné entre autres une réduction des dépenses de « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » de 17,9% et celles du « transport » et des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » respectivement de 6,9% et 7,5%. Les baisses respectives de 1% et de 5,1% des dépenses de « santé » et celles de « l'enseignement » quant à elles peuvent s'expliquer par les mesures sociales adoptées par le gouvernement en lien avec la gratuité des soins et de l'école depuis 2016. A contrario, les rubriques de dépenses « boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants », la « communication », les « loisirs et culture » et « Meubles, articles de ménage et entretien » enregistrent des hausses relatives variant de 2,69% à 74,9% en 2018.

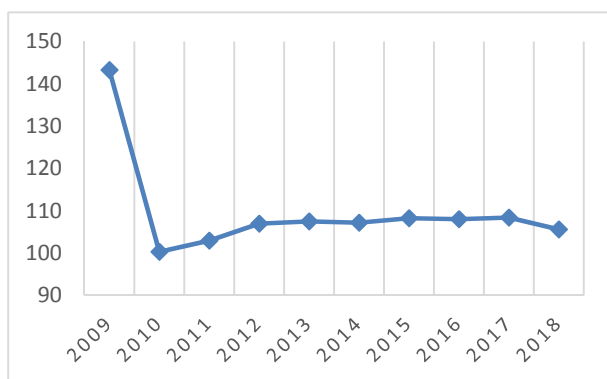
En définitive, la baisse du niveau général des prix de 2,6% conforte le Burkina Faso quant au respect du critère de convergence relatif au taux d'inflation au sein de l'UEMOA, soit un maximum de 3%.

Source : Institut national de la statistique et de la démographie

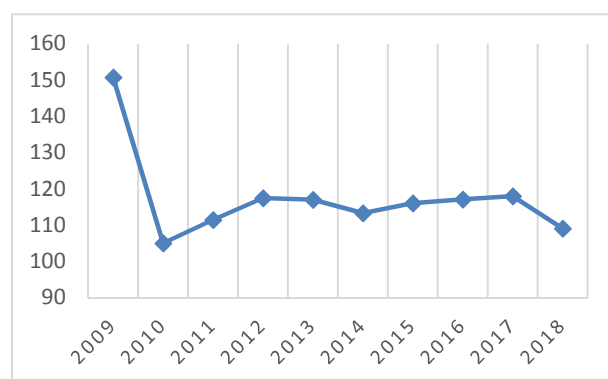
Tableau 37 : Variations moyennes annuelles de l'indice des prix à la consommation par fonction de 2009 à 2018

	base 100 en 1996					base 100 en 2008		
	2009	2010	2011	2012	2013	2016	2017	2018
I- Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,025	-0,303	0,061	0,054	-0,003	0,009	0,008	-0,075
II- Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	0,014	-0,308	0,018	0,053	-0,014	0,007	0,006	0,269
III- Articles d'habillement et chaussures	0,035	-0,236	0,006	0,01	0,002	0,001	0,001	-0,015
IV- Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	0,107	-0,313	0,038	0,041	0,028	-0,007	-0,003	-0,179
V- Meubles, articles de ménage et entretien	-0,001	-0,154	0,004	-0,002	0,002	-0,002	0,003	0,029
VI- Santé	0,007	-0,105	0,006	0,001	0,004	0,003	0	-0,01
VII- Transports	-0,019	-0,356	0,023	0,045	0,02	-0,041	-0,014	-0,069
VIII- Communication	0	-0,518	-0,186	0,01	0,006	0	0	0,749
IX- Loisirs et culture	0,015	-0,101	0,002	-0,005	-0,015	0,004	0,001	0,064
X- Enseignement	0	-0,319	0,004	0,005	0,014	0,004	0,005	-0,051
XI- Restaurants et hôtels	0,074	-0,378	0,065	0,047	0,009	-0,002	0,78	-0,484
XII- Biens et services divers	-0,031	-0,151	0,008	0,009	0,006	0,001	0,003	-0,048
Ensemble	0,027	-0,3	0,027	0,039	0,005	-0,003	0,004	-0,026

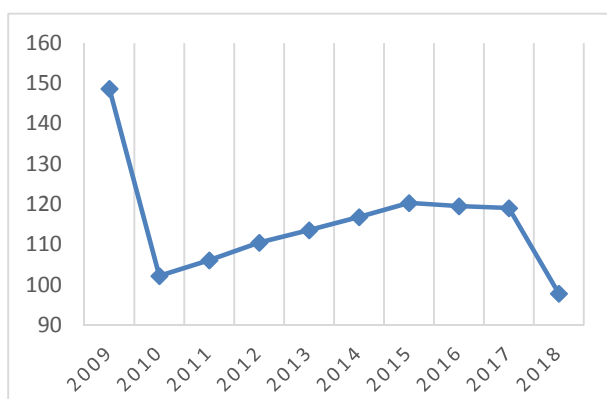
Graphique 79 : Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation



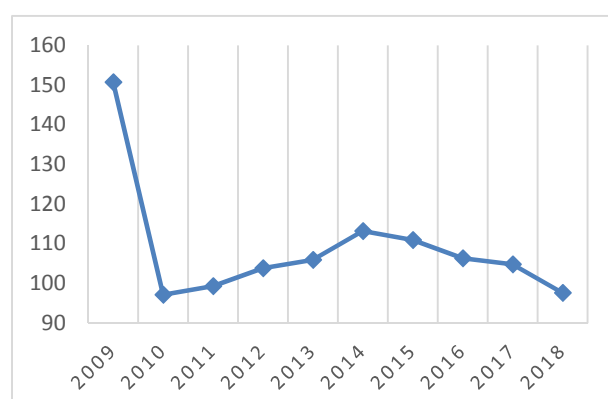
Graphique 80 : Evolution de l'indice des prix des produits alimentaires



Graphique 81 : Evolution de l'indice des prix du logement, eau, gaz, électricité



Graphique 82 : Evolution de l'indice des tarifs de transports



v. *Commercialisation du bétail*

Points saillants :

- Hausse de 12,3% du nombre de carcasses contrôlées dans les abattoirs ;
- Augmentation des ventes moyennes journalières de carcasses à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

Commentaire :

En 2018, au total 1 748 588 carcasses d'animaux toutes espèces confondues ont été contrôlées dans les différents abattoirs et aires d'abattage au Burkina Faso. Cet effectif est en hausse de 12,3% comparativement à l'année 2017. Le nombre de bovins abattus et contrôlés est en hausse de 62,2%. Cependant, le nombre de caprins et d'ovins abattus et contrôlés baisse respectivement de 2,9% et 21,5% sur la même période.

La vente moyenne journalière de carcasses dans la ville de Bobo-Dioulasso au cours de l'année 2018 est de 749 carcasses (toutes espèces confondues) ; elle est en hausse de 14% comparativement à l'année précédente. Cette vente est constituée de 182 bovins, soit 24,3% des carcasses totales, de 275 ovins (36,7%) et 292 caprins (39%).

En ce qui concerne la ville de Ouagadougou, en moyenne 419 carcasses toutes espèces confondues sont commercialisées par jour, en hausse de 2,7% par rapport à l'année 2017. La vente est composée à 64,5% de carcasses de bovins.

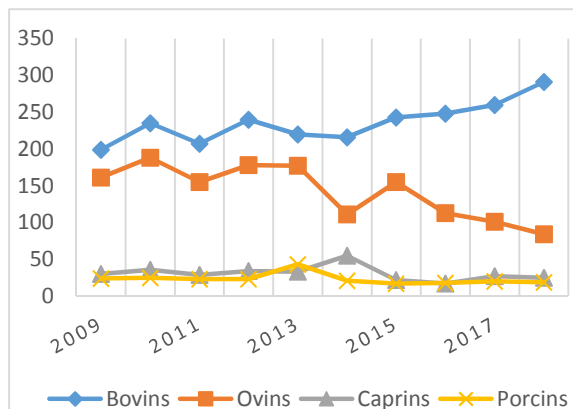
Source : - Direction générale des études et des statistiques sectorielles du Ministère des ressources animales et halieutiques

- Abattoir frigorifique de Ouagadougou
- Abattoir frigorifique de Bobo-Dioulasso

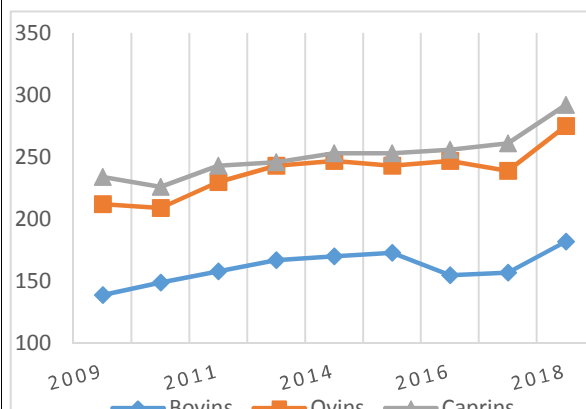
Tableau 38 : Evolution des abattages contrôlés par espèces (en carcasses)

	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Asins	20 469	48,3	-21,5
Bovins	307 295	41,5	62,2
Camelins	1627	543,1	139,6
Canins	4 918	1,9	-19,2
Caprins	1 086 139	25,5	-2,9
Equins	376	103,2	123,8
Ovins	20 469	-93,1	-21,5
Porcins	307 295	53,1	62,2
Ensemble	1 748 588	9,4	12,3

Graphique 83 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Ouagadougou (en carcasses)



Graphique 84 : Evolution des ventes moyennes par jour à l'abattoir de Bobo-Dioulasso (en carcasses)



VIII. L'ARTISANAT

VIII.1 Le Village Artisanal de Ouagadougou

Points saillants :

- Baisse de 10,5% du chiffre d'affaires du VAO ;
- 60% des ventes du VAO sont réalisées dans les ateliers.

Commentaire :

Le ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat fait de la promotion de l'artisanat une de ses principales missions. A ce titre, le village artisanal de Ouagadougou, structure rattachée au département contribue fortement à l'essor du secteur de l'artisanat. Le VAO dispose de 85 ateliers et a réalisé un chiffre d'affaires de 328,4 millions de francs CFA, en baisse de 10,5% comparativement à 2017. En effet, les ventes en ateliers et les commandes au niveau local connaissent des baisses respectives de 12,8% et 52,8%. En effet, les attaques terroristes enregistrées depuis 2016 ont eu pour effet de freiner « la destination Burkina » par les visiteurs étrangers du VAO et par ricochet la baisse du chiffre d'affaires. Par contre, en 2018, les commandes pour l'exportation ont enregistré une hausse de 31,1% par rapport à 2017 et représenté 13% des ventes totales.

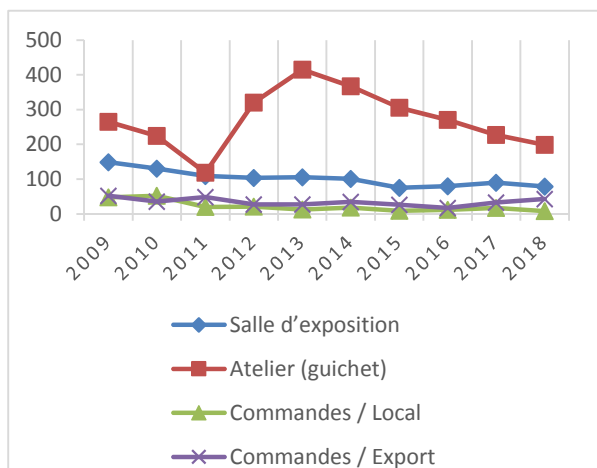
Les ventes en ateliers, en salles d'exposition, et les commandes représentent respectivement 60,3%, 24,1%, et 15,5% des ventes réalisées.

Source : Le Village artisanal de Ouagadougou

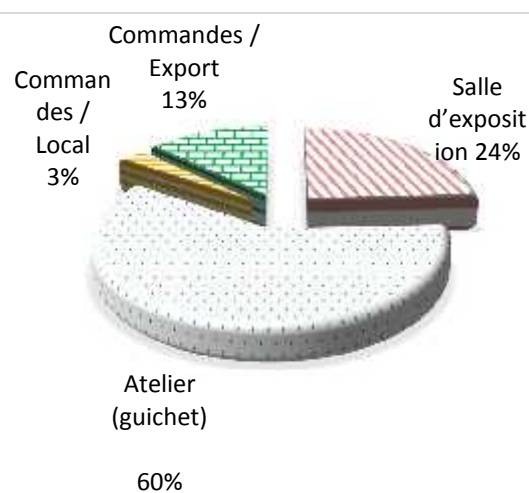
Tableau 39 : Evolution des ventes des produits artisanaux au VAO

	Valeur en 2018	Variation / 2009 (%)	Variation / 2017 (%)
Salle d'exposition	79,23	-46,8	-11,5
Atelier (guichet)	198,13	-25,1	-12,8
Commandes / Local	8,14	-82,8	-52,8
Commandes / Export	42,91	-17,7	31,1
Ventes totales	328,41	-36	-10,5

Graphique 85 : Evolution par type de ventes des produits artisanaux au VAO en 2018



Graphique 86 : Répartition des ventes des produits artisanaux au VAO en 2018



Annexes

Glossaire des termes utilisés

Balance commerciale :

Compte qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour établir la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire ; si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou que la balance commerciale est déficitaire.

Chiffre d'affaires :

Montant total des ventes réalisées au cours d'une période donnée (jour, mois, trimestre, semestre, année, etc.).

Entreprise individuelle :

Entreprise non financière qui n'a pas la forme juridique de société. Elle appartient généralement à un individu ou à une famille et ne possède pas de personnalité juridique distincte de celle de la personne physique de son exploitant.

Entreprise :

Unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Une entreprise peut avoir plusieurs établissements.

Etablissement public à caractère administratif (EPA) :

Personne morale de droit public disposant d'une certaine autonomie administrative et financière afin de remplir une mission d'intérêt général autre qu'industrielle et commerciale, précisément définie, sous le contrôle de l'État ou d'une collectivité territoriale.

Etablissement public :

Personne morale de droit public financée par des fonds publics et qui doit remplir une mission d'intérêt général. Ils se distinguent des entreprises publiques qui sont des personnes morales de droit privé à capitaux publics qui ne remplissent pas nécessairement une mission d'intérêt général.

Etablissement :

Entreprise ou partie d'entreprise située en un lieu unique et dans laquelle une seule activité de production (non auxiliaire) est exercée, ou dans laquelle la majeure partie de la valeur ajoutée provient de l'activité de production principale.

Indicateur du développement humain (IDH) :

Indicateur composite mesurant les résultats moyens obtenus au niveau de trois dimensions fondamentales du développement humain : une vie longue et en bonne santé, la connaissance et un niveau de vie décent.

Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) :

Mesure l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.

Indices harmonisés de la production industrielle (IPI) :

Instrument statistique qui mesure les variations des quantités produites dans l'industrie. Si l'on se réfère à la classification traditionnelle des activités économiques en trois secteurs, les IPI se rapportent au secteur dit secondaire : usines, chantiers, mines et carrières. Les produits suivis sont situés à tous les niveaux des processus de fabrication. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.

Investissements directs étrangers (IDE) :

Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion.

Prix courants :

Prix tels qu'ils sont indiqués à une période donnée, ils sont alors dits en valeur nominale.

Produit intérieur brut (PIB) :

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Productivité du personnel :

Rapport entre la valeur ajoutée et l'effectif du personnel. Il mesure la part de richesse créée par chaque salarié et permet d'apprécier le niveau de compétitivité de l'entreprise.

Produit intérieur brut par tête :

Rapport entre le PIB et l'effectif de la population.

Société à responsabilité limitée (SARL) :

Société dont la responsabilité est limitée aux apports, et les parts détenues dans le capital ne sont pas librement cessibles. Il faut l'accord de tous les associés.

Société anonyme (SA) :

Société dont le capital est divisé en actions et qui est constituée entre des associés qui tirent les profits ou supportent les pertes à concurrence de leurs apports.

Société d'économie mixte (SEM) :

Société anonyme dont le capital est majoritairement détenu par l'État ou par des collectivités locales telles que la commune, la région, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'établissements publics et pour partie par des partenaires économiques et financiers privés.

Société financière :

Société ou quasi-société dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers).

Société non financière :

Société ou quasi-société dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services marchands non financiers.

Société :

Entité juridique, créée dans le but de produire des biens ou des services pour le marché, qui peut être une source de profit ou d'autres gains financiers pour son ou ses propriétaires. Elle est la propriété collective de ses actionnaires, qui ont le pouvoir de désigner les administrateurs responsables de sa direction générale.

Les sociétés exercent leurs activités sous de nombreuses formes juridiques dont les plus fréquentes sont : société, société par action, société de capitaux, société en commandite simple, société de personnes à responsabilité limitée, entreprises publiques, entreprises privées, etc.

Statut juridique d'une entreprise :

Nature légale qui confère à l'entreprise sa personnalité. Les statuts les plus couramment rencontrés sont :

- Entreprise individuelle : elle appartient généralement à un individu ou à une famille ;

- Société d'économie mixte (SEM) ;
- Association de personnes ;
- Société à responsabilité limitée (SARL) ;
- Société d'Etat ;
- Société anonyme (SA) ;
- Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) ;
- Groupement d'intérêt économique (GIE).

Taux d'accroissement naturel de la population :

Différence entre le taux brut de natalité et le taux brut de mortalité. Il mesure l'augmentation d'une population au cours d'une période donnée du fait uniquement des naissances et des décès.

Taux d'inflation :

Indicateur qui mesure l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages. Il est mesuré à travers l'IHPC.

Taux de pression fiscale :

Indicateur représentant le rapport entre le montant des recettes fiscales et le PIB nominal dans une économie. Il définit l'importance relative des prélèvements obligatoires dans l'économie nationale et traduit l'effort de recouvrement des recettes de l'Etat pour faire face à ses charges.

Valeur ajoutée :

Différence entre la production et les consommations intermédiaires. Il s'agit du solde du compte de production.

La valeur ajoutée peut être évaluée nette de la consommation de capital fixe.

Equipe de rédaction du tableau de bord statistique

Nom et prénom (s)	Fonction	Contacts
ILBOUDO Fidèle	Directeur Général des Etudes et des Statistiques Sectorielles	ilboudofidele@yahoo.fr 70 22 24 05/78 80 74 43
COMPAORE Serge Eric	Directeur des Statistiques Sectorielles	sergeericcompaore@yahoo.fr 70 74 60 70/ 78 10 04 93
Da Quentin	Chef de Service de la Collecte des Données	isaacda20@yahoo.fr 79 15 69 97/70 03 48 45
GONGO Mahamoudou	Chef de Service de la production des statistiques	gongomahamoudou3@gmail.com 70 33 65 03
TARNAGDA Boukary	Agent à la Direction des Statistiques Sectorielles	typis90@gmail.com 71 70 05 01/ 68 79 56 88

Burkina Faso